

Guerre des pétroliers : le ton monte entre Elf et TotalFina

UN MOIS après le lancement de la bataille entre TotalFina et Elf, le ton monte. Les deux compagnies veulent chacune prendre le contrôle de l'autre pour créer le quatrième groupe pétrolier mondial, mais proposent des stratégies différentes dans la chimie. A l'image de la guerre des banques, les deux groupes multiplient les campagnes publicitaires d'explication et les recours juridiques. La cour d'appel de Paris, réunie mercredi 18 août, a rejeté un recours déposé par Elf. Mais les salariés souhaitent une reprise du dialogue entre Thierry Desmarest, PDG de TotalFina, et Philippe Jaffré, son homologue d'Elf. En attendant, la Bourse privilégie l'offre de TotalFina et espère une surenchère.

Lire pages 12 et 13

Diana : juste un accident

LE PARQUET de Paris a requis, mardi 17 août, un non-lieu en faveur des neuf photographes et du motard de presse mis en examen après l'accident de voiture qui a coûté la vie à la princesse de Galles et à son compagnon, Emad al-Fayed, le 31 août 1997, à Paris. Pour le procureur, les causes directes de l'accident sont l'ivresse du chauffeur et la vitesse excessive du véhicule, même s'il admet que l'on puisse porter un « regard critique » sur l'attitude des photographes. Avec le récit de deux ans d'une minutieuse enquête policière, *Le Monde* publie des extraits de ce réquisitoire qui réduit à néant les théories fantaisistes selon lesquelles Diana et son compagnon auraient été victimes d'un complot.

Lire page 6

La course au Kremlin



EVGUENI PRIMAKOV

LA BATAILLE pour la succession de Boris Eltsine lors de la présidentielle de 2000 est engagée. Evgueni Primakov, ancien premier ministre, rejoint le camp du maire de Moscou, Iouri Loujkov, grand rival du maître du Kremlin.

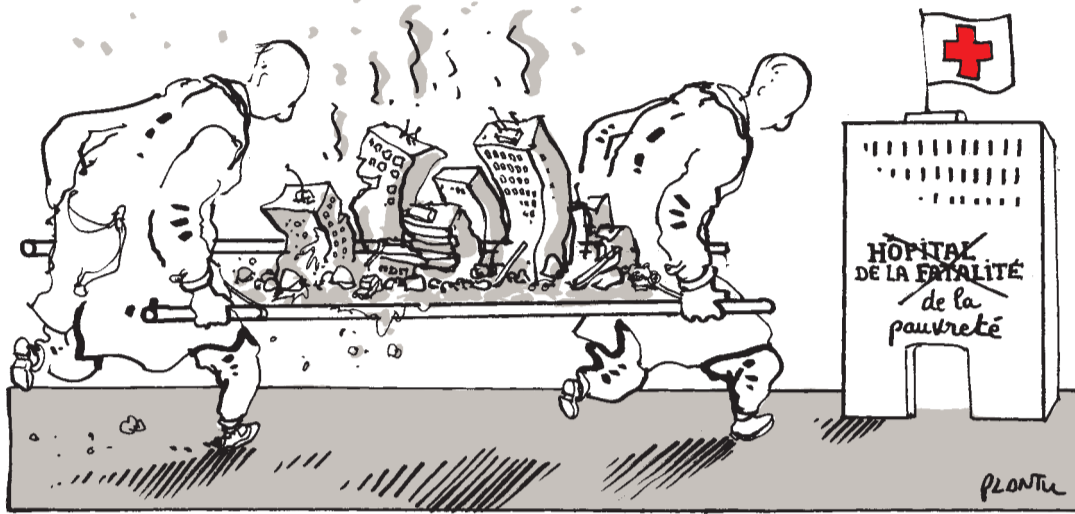
Lire page 3 et notre éditorial page 11

Séisme en Turquie : le bilan s'alourdit

- Mercredi, on dénombrait plus de 3 000 morts après le tremblement de terre d'Izmit
- Plusieurs milliers d'habitants de cette région industrielle étaient encore sous les décombres
- La presse turque dénonce l'incompétence et la corruption
- Les secours sont insuffisants

LA TURQUIE est en deuil. Le tremblement de terre qui a ravagé une partie du nord-ouest du pays dans la nuit lundi à mardi a fait au moins 3 000 morts et plus de 15 000 blessés, selon des informations données, mercredi 18 août, par la cellule de crise mise en place par le gouvernement. Mais ce bilan risque fort de s'alourdir car des milliers de personnes étaient encore, dans la matinée, prisonnières des décombres, tant à Istanbul qu'à Izmit, épicentre de la catastrophe. La base navale et la ville de Golcuk ont également été sérieusement endommagées et les moyens de secours y sont nettement insuffisants.

La presse turque de mercredi n'était d'ailleurs pas tendre avec les autorités et surtout les professionnels du bâtiment qui négligent les normes de sécurité des constructions. L'aide internationale commence à se mettre en place. De nombreux pays ont promis ou déjà envoyé une assistance



médicale et technique. La France, par exemple, a mobilisé soixante hommes de l'Unité d'intervention de la sécurité civile, qui sont arrivés dans la zone sinistrée. Ils sont accompagnés de chiens et de quinze tonnes de matériel.

Ce séisme, d'une magnitude de 6,7 sur l'échelle ouverte de Richter, est le plus violent ayant touché le pays depuis plus de sept ans. Le 13 mars 1992, une secousse tellurique, dans l'Est, avait fait 653 morts et environ 700 blessés.

Le plus terrible tremblement de terre enregistré au cours des dix dernières années s'est produit en Iran, le 21 juin 1990, faisant quelque 40 000 morts.

Lire page 2

Un élu de la République dans un « mauvais film » judiciaire

L'INFORMATION tenait en quatre lignes dans *Le Monde* du 18 juin 1997 : le député (PS) et maire de Pontault-Combault (Seine-et-Marne), Jacques Heuclin, venait d'être mis en examen par un juge de Melun pour « trafic d'influence » et « recel d'abus de biens sociaux ». Tristement exemplaire, elle en dit aujourd'hui plus que de savants discours sur la justice. Car, deux ans plus tard, le 18 juin 1999, au terme de ce qu'il vécut comme un « mauvais film », M. Heuclin a obtenu un non-lieu au parfum doux-amer.

L'histoire commence avec la diffusion, dans sa ville, d'un dossier anonyme évoquant un patrimoine immobilier important et de prétendues faveurs consenties à un ami promoteur. Peu avant les élections municipales de 1995, son rival local, le député (RPR) Jean-Pierre Cognat, en adresse une copie au préfet, qui la transmet au procureur. Une enquête préliminaire conduit à l'audition du maire, entretemps réélu, et dure près d'un an. Le 22 avril 1996, les policiers du SRP de Versailles concluent au caractère « pour le moins fantaisiste » du fameux dossier. « Cette dénonciation, affirme leur rapport, avait pour but de déstabiliser M. Heuclin avant les élections de juin

1995. » Le procureur de Melun classe l'affaire en octobre 1996, non sans avoir recueilli l'assentiment du procureur général de Paris, Alexandre Benmakhlouf.

A cette bonne nouvelle en succède une autre : en janvier 1997, le PS désigne M. Heuclin comme candidat aux législatives. C'est alors que M. Benmakhlouf choisit d'exhumer le dossier. Invitant le procureur à « reconsidérer la décision de classement », il invoque par écrit, le 12 février 1997, plusieurs soupçons pourtant déjà balayés par l'enquête policière et exige l'ouverture d'une information judiciaire dont il souhaite être tenu « strictement informé ». Opportunément créée par l'un des adversaires de M. Heuclin, une association locale de contribuables tente aussitôt de se constituer partie civile. Le juge d'instruction refuse, mais en utilisant, pour cela, un formulaire inapproprié, dont le texte mentionne par erreur la mise en examen du maire... Des centaines de copies en furent distribuées à la veille du second tour de scrutin. M. Heuclin obtint un démenti du parquet, « mais le coup avait fait mal », dit-il.

Malgré ces attaques, il est élu député. Souhaitant « aller au bout », il écrit alors au pro-

curateur de Melun pour solliciter sa propre mise en examen « afin de ne pas laisser aux seuls délateurs la connaissance et l'exploitation de ce dossier ». Le 11 juin 1997, son vœu est exaucé. Il découvre alors un rapport établi, six mois plus tôt, par le Service central de prévention de la corruption (SCPC). Attaché au ministère de la justice, ce service avait été saisi par l'association des contribuables de Pontault-Combault. Au prix de nombreuses erreurs factuelles, il confirmait l'existence de « présomptions » contre M. Heuclin, sur la base d'éléments falsifiés qui ne furent manifestement pas vérifiés. Une seconde fois, l'enquête va blanchir le député. Reste alors une ultime étape : alors que le juge a clos son instruction le 22 octobre 1998, il attendra six mois les réquisitions du parquet - préalable nécessaire à la délivrance d'un non-lieu.

« Ça s'est bien terminé, dit M. Heuclin, mais personne ne peut savoir ce que j'ai vécu. » Le député a écrit à Elisabeth Guigou pour lui relater « les rebondissement surprenants » de son affaire et l'interroger sur le fonctionnement de la justice. A ce jour, il n'a reçu aucune réponse.

Hervé Gattegno



LES SÉRIES DE L'ÉTÉ Les aliments du monde

3. Le café, l'âme des poètes

Ecrivains, musiciens et poètes ont tous loué ce moka venu d'Arabie. Et le génie subversif du café, cette petite graine qui reste elle-même tout en s'adaptant à tous les terroirs. Un voyage à travers le monde, de la rue des Fossés-Saint-Germain, à Paris, où fut fondé le Procope, au Bosphore, dans lequel le sultan Mehmet IV faisait jeter, cousus dans un sac de cuir, ceux qui servaient le précieux breuvage aux alentours des mosquées. p. 10



VOYAGES Rudes Andes chiliennes

L'Atacama, sur les hauts plateaux désertiques du nord du Chili, réserve ses charmes à qui accepte l'inconfort d'un 4 x 4 et les écarts de température. Mais quelle magie ! p. 20 et 21

FORÊTS Renaître après le feu

S'ils sont désastreux pour le tourisme et dangereux dans les zones habitées, les incendies ne menacent pas vraiment la forêt provençale, dont l'emprise progresse. Des chercheurs observent sur le terrain la manière dont la végétation se régénère, afin d'améliorer les techniques de prévention et d'aménagement forestier. p. 19

CINÉMA Pré-rentree

Salué par un Léopard d'argent à Locarno, *La vie ne me fait pas peur*, de Noémie Lvovsky, marque, sur nos écrans, le retour d'un cinéma d'auteur tourné vers le grand public. Hollywood préfère l'aventure épique avec *Le 13^e Guerrier*, de John McTiernan, ou la romance avec Hugh Grant et Julia Roberts, saisis par un *Coup de Foudre à Notting Hill*. p. 23-24

International	2	Carnet	18
France	5	Aujourd'hui	19
Société	6	Météorologie	22
Régions	8	Jeux	22
Horizons	10	Abonnements	22
Entreprises	12	Culture	23
Communication	14	Guide culturel	24
Tableau de bord	14	Radio-Télévision	25

Les banques et la bande à Colbert

« PORTRAIT d'une nouvelle France. A gauche, on accepte le marché », titrait *Le Monde* dans son édition du 15 août. C'était, peut-être, aller un peu vite en besogne. La guerre des banques entre la BNP et la Société générale (SG) et les déclarations qu'elle provoque apportent en tout cas un premier démenti.

La bataille boursière qui a vu la BNP emporter Paribas et n'obtenir qu'une participation minoritaire (36,8 %) de SG fournit l'occasion aux adversaires des « marchés » de repartir à l'assaut du « néo-capitalisme » et de défendre, à cette occasion, la thèse d'un souverainisme bancaire. Elle révèle surtout l'incompréhension, chez certains, des évolutions qui ont marqué l'économie mondiale depuis une quinzaine d'années.

Michel Sapin, le secrétaire national du PS chargé des entreprises et des questions économiques, estimait, lundi 16 août, peu après la publication des résultats de la bataille entre la BNP et SG-Paribas, que « ne faire confiance qu'au choix des actionnaires a montré ses limites ». « Aujourd'hui, disait-il, on arrive à une solution qui n'est bonne pour personne : c'est une solution qui ne renforce pas véritablement la

BNP et qui affaiblit la Société générale. Il faut essayer de trouver des accords entre individus responsables sous le contrôle des pouvoirs publics qui permettent aux banques françaises de se renforcer et de ne pas être à la merci de banques étrangères. »

L'ancien ministre des finances traduisait ainsi assez fidèlement la conception des pouvoirs publics et les tentatives, vaines jusqu'ici, de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, pour aboutir à « une solution nationale » - la fusion des trois banques - permettant d'éviter, à tout prix, l'intrusion d'un établissement étranger dans le jeu.

Il y a d'ailleurs, sur cette démarche, très « nationale-colbertiste », une grande convergence de vues entre l'Elysée, Matignon et Bercy, mais aussi entre certains hauts fonctionnaires et quelques grands capitaines d'industrie. Le mythe du champion national a fasciné des générations de responsables politiques.

Claire Blandin et Erik Izraelewicz

Lire la suite page 11 et nos informations page 26

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 - CARRÈRES D'ENTREPRISE (peuvent justifier de plusieurs années d'expérience)



DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 819 - 7,50 F



INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 19 AOÛT 1999

CATASTROPHE Le tremblement de terre qui a frappé le nord-ouest de la Turquie a fait plus de 3 000 morts et plus de 15 000 blessés, selon le bilan provisoire donné,

mercredi matin 18 août, par le ministre de la santé à Ankara. Des dizaines de milliers de personnes sont sans abri. ● L'AIDE INTERNATIONALE se mobilise. La Grèce, les Etats-

Unis, la Russie, la Suisse ont notamment envoyé des secours. Soixante spécialistes français de l'Unité d'intervention de la sécurité civile ont quitté la base d'Istres, mardi soir,

pour se rendre dans la zone sinistrée. ● IZMIT, sur la mer de Marmara, est la ville la plus touchée mais la base navale de Golcuk a été aussi gravement endommagée. Quarante

personnes au moins ont trouvé la mort à Istanbul. Des milliers de Turcs, angoissés par les risques d'effondrement de leurs maisons, ont préféré passer la nuit dans la rue.

Les autorités turques accusées d'incompétence après le séisme

Le bilan du tremblement de terre d'Izmit est le plus lourd depuis 1992 dans le pays. La presse se fait l'écho de l'indignation de la population et accuse les dirigeants d'avoir laissé construire des bâtiments hors des normes de sécurité et d'être responsables du manque de moyens de secours

IZMIT

de notre envoyée spéciale

Sur les minces bandes de verdure le long des autoroutes, dans les parcs publics, ils étaient des milliers

REPORTAGE

En quelques secondes, des immeubles entiers se sont écroulés comme des châteaux de cartes

Mardi 17 août, pour la nuit, préférant camper à la belle étoile plutôt que de risquer une autre nuit d'anxiété chez eux. La nuit précédente, le réveil avait été brutal pour des millions d'habitants de la Turquie occidentale, qui n'oublieront pas de sitôt ces quarante-cinq secondes interminables, au cours desquelles ils ont été trahis par la terre ferme qui s'est mise à trembler violemment, causant d'énormes dégâts matériels et humains.

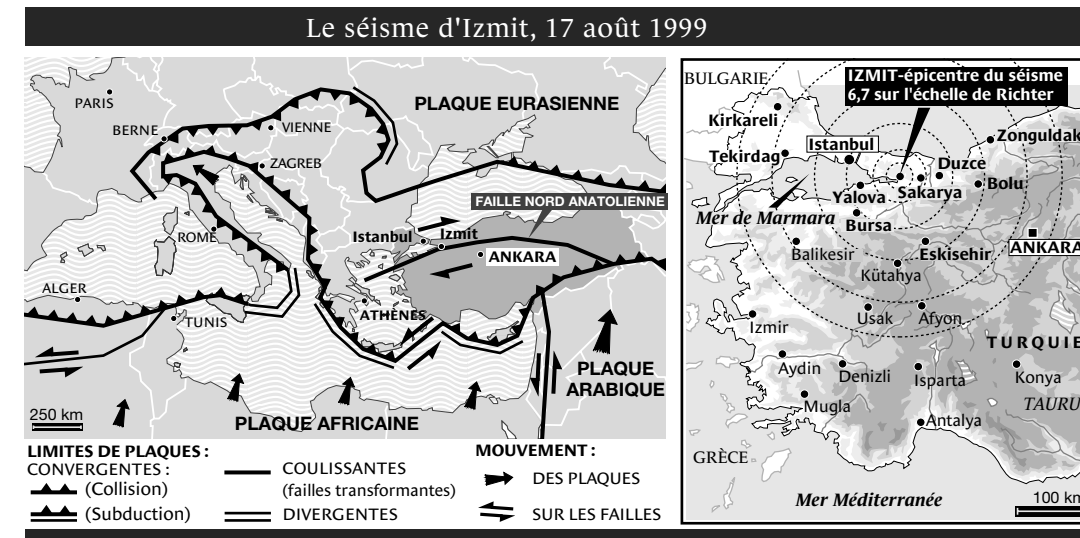
Le bilan de ce séisme – qui risque fort de s'alourdir – s'élevait à près de 3 000 morts et 11 000 blessés, mercredi matin, alors que les équipes de secours, qui avaient œuvré sans relâche toute la nuit, s'affairaient encore à retirer des personnes encore coincées dans les décombres.

C'est à Izmit, une ville industrielle densément peuplée, située à une centaine de kilomètres au sud-est d'Istanbul que le séisme a fait le plus de dégâts. Des dizaines de grands immeubles résidentiels se sont écroulés comme des châteaux de cartes.

Au bord de la route, un minaret, cassé en deux, git à côté du dôme d'une mosquée. Au centre de la ville, la route est désormais ondulée et un cratère profond s'est creusé, que les ambulances doivent contourner.

Certains bâtiments ont été réduits à néant, alors que l'immeuble voisin demeure intact. Des immeubles entiers se sont inclinés comme des dominos, alors que d'autres semblent agenouillés, penchés comme la tour de Pise, leurs étages supérieurs intacts, mais leur rez-de-chaussée désormais inexistant. Des fissures profondes et des dégâts structurels rendent également de nombreux bâtiments, apparemment intacts, inhabitables.

Mardi à l'aube, plusieurs heures après le séisme, la population locale et le reste du monde ont pris conscience de l'étendue des dégâts. En l'absence d'équipes de secours, qui ont mis des heures à se déployer, c'est à mains nues ou avec des outils de fortune que la population s'est mise au travail pour tenter de sauver quelques vies humaines. Un pied ensanglanté émergeait des décombres d'un immeuble de sept étages, le reste du corps – celui d'un jeune garçon de quinze ans, affirmaient les voisins – demeurant invisible sous la lourde colonne de béton qui l'avait écrasé. De nombreux survivants, certains encore vêtus de pyjamas,



erraient sans but, le visage sans expression, en état de choc, incapables d'accepter la catastrophe qui venait de les frapper.

Devant l'entrée de l'hôpital public, voitures privées et ambulances acheminaient des centaines de blessés. A l'intérieur de la salle des urgences,

des corps de victimes avaient été enroulés rapidement dans des couvertures et abandonnés dans un coin. Parmi eux, un petit « paquet » poignant : le corps d'un bébé condamné par le destin.

Une infirmière, visiblement surmenée, essayait des larmes alors qu'elle tentait de traiter, avec les moyens du bord, les blessés qui affluaient sans discontinuer. Installés sur des couvertures, ou à même le sol jonché de pansements ensanglantés et de seringues usagées, des blessés couverts de sang gémissaient et pleuraient. Au cours de ces premières heures, l'hôpital ne disposait ni d'eau ni d'électricité : un seul générateur fournissait le courant à la salle d'opération, où les blessés les plus graves étaient immédiatement admis.

Le préfet de la province d'Izmit, Memduh Oguz, avait transféré son bureau dans les jardins de la préfecture, où son équipe tentait de coor-

donner les secours. Plusieurs comités avaient, depuis longtemps, mis sur pied des plans d'urgence, à expliqué le préfet, tout en admettant que la coupure des lignes téléphoniques rendait son travail particulièrement difficile.

ANXIÉTÉ ET ESPOIR

Au fil de la journée, les équipes de secours se sont déployées. Les bulldozers et d'autres machines de chantier ont commencé à déblayer les décombres et le bilan des victimes, loin d'être définitif, a augmenté rapidement, pour dépasser les 2 000 victimes en fin de journée. De nombreuses personnes sont encore portées disparues.

Le tremblement de terre, qui a détruit un pont routier près d'Izmit, a également provoqué un incendie dans une raffinerie de pétrole de la compagnie Tupras. La région est désormais couverte d'un lourd nuage noir. Après avoir rassemblé quelques

biens, de nombreux habitants ont déserté la ville, formant de longs embouteillages sur la route d'Istanbul. Certains quartiers de l'ancienne capitale ottomane ont eux aussi subi d'importants dégâts.

Plus de 200 personnes ont perdu la vie dans cette métropole de plus de dix millions d'habitants. En début de soirée, les opérations de secours se poursuivaient, notamment dans le quartier d'Avclar, à l'ouest de la ville. Une foule à la fois anxieuse et pleine d'espoir, attendait devant les ruines d'un immeuble, où dix personnes avaient péri. Un frisson d'excitation, suivi par des applaudissements spontanés, ont accueilli trois hommes qui, soudain libérés de la chape de béton qui les avaient emprisonnés pendant près de vingt heures, ont émergé des décombres avant de marcher, sans aide, jusqu'à l'ambulance qui les attendait. Quelques heures auparavant, un bébé de vingt jours avait été retiré du même immeuble.

Pour d'autres, c'est une nouvelle tragédie qui a mis fin à la longue attente : désormais symbole du deuil national, Hasan Sukur, la star du football turc, qui se trouvait en Norvège pour un match de l'équipe nationale, est rentré en Turquie à l'annonce du séisme, pour apprendre que ses parents avaient été trouvés morts dans la maison familiale, à Adapazarı, une ville située à l'est d'Izmit.

Au lendemain de ce tremblement de terre, le plus violent qui ait frappé l'ouest du pays depuis des décennies, la Turquie pleure ses victimes, mais continue d'espérer que sous les décombres des centaines de bâtiments qui ont été détruits, des survivants pourront encore être sauvés.

Nicole Pope

« A l'aide ! Nous n'avons que nos mains ! »

GOLCUK

de l'envoyée spéciale d'Associated Press

Dans le port de Golcuk, sur la mer de Marmara, les survivants du tremblement de terre essayaient désespérément, mardi après-midi 17 août, de trouver des grues de déblaiement pour sauver leurs proches, ensevelis sous les décombres. Selon le maire de cette ville de 75 000 habitants, Ismail Baris, quelque 10 000 personnes sont encore prisonnières des immeubles et des maisons écroulés.

A travers la ville, on voit les survivants courir en tout sens, à la recherche d'une pelleteuse. A la main, ils tiennent un papier sur lequel ils ont inscrit l'adresse de ce qui était leur maison. Ils l'agitent, désespérément. Certains refusent de perdre espoir. Ils creusent avec leurs mains, malgré les heures qui passent. D'autres abandonnent la lutte en maudissant la municipalité et les militaires, qui n'arrivent pas à organiser les secours assez vite. « Mes enfants sont là-dessous, hurle Gulser Onat. Mon fils de quinze ans et ma fille. Et personne ne vient les aider ! »

Parfois, les secours arrivent, mais cela ne suffit pas. Mahir Eryilmaz a creusé les débris pendant douze heures d'affilée pour essayer de dégager son neveu de vingt et un ans, dont le pied est écrasé par une masse de béton. Une grue est enfin arrivée à l'aide. Mais la pelleteuse n'était pas assez longue pour atteindre l'endroit. « On n'a rien pu faire, même avec la grue. Personne ne nous aide. Ni la ville ni les militaires », s'indigne-t-il en s'acharnant sur les

blocs de béton. Non loin de là, les pompiers luttent contre un incendie. Mais leurs échelles ne sont pas assez hautes.

Le port de Golcuk abrite l'une des plus importantes bases navales de Turquie. Plus de 80 marins ont été ensevelis lorsque leurs baraquements se sont effondrés alors qu'ils dormaient. Au total, les autorités ont déjà recensé plus de 100 tués et quelque 1 000 blessés à Golcuk.

Si les survivants se sentent abandonnés, les secouristes font leur possible. L'hôpital militaire a admis les blessés. On voit aussi des marins aider les civils dans les gravats. Le long des rues, les sauveteurs sont encouragés par les cris des habitants coincés sous les ruines de leurs immeubles.

Plusieurs centaines de sans-abri campent dans un parc de la ville. Halil Ibrahim Yilmaz est là, étendu sur une couverture, dans l'attente de nourriture et d'un peu d'eau. Qui n'arrivent pas. Ses bras et ses jambes sont entaillés. Il s'est fait de multiples coupures en essayant de dégager sa fille de vingt ans, Deniz. Elle est sauvée. Mais elle ne peut plus s'empêcher de pleurer. A quelques mètres, un autre survivant, Ercan Yasar, n'a pas eu la même chance. Il n'a pas pu localiser son frère et a abandonné le combat contre les gravats. « Qu'est-ce qu'on peut faire ? Nous ne sommes que des hommes avec nos mains nues », dit-il.

Harmonie Toros

ISTANBUL

de notre correspondante

Depuis des années, les spécialistes multipliaient les avertissements : plus de 90 % du territoire turc est situé sur des failles sismiques, et la région d'Istanbul, la plus densément peuplée du pays, est particulièrement vulnérable. Au fil de l'histoire, de nombreux tremblements de terre ont frappé cette ville historique et un nouveau séisme était attendu.

Lorsque le désastre annoncé a eu lieu aux premières heures de la journée du mardi 17 août, il a, une fois de plus, pris de court les autorités. Les désastres naturels sont fréquents en Turquie : en 1998, plus de 140 personnes avaient péri dans un tremblement de terre à Adana. En 1992, un séisme à Erzurum, dans l'est du pays, avait fait plus de 600 victimes. La même ville avait été frappée, en 1939, par un séisme particulièrement meurtrier, qui avait fait quelque 33 000 morts.

Pourtant, chaque fois, et malgré les efforts considérables du Croissant rouge turc, les secours sont

insuffisants et les équipements nécessaires au déblaiement des décombres et au sauvetage des survivants ne sont pas immédiatement disponibles. A Izmit, plusieurs heures après le séisme, les seuls sauveteurs qui s'affairaient autour des décombres étaient des civils qui creusaient à mains nues. Il a fallu des heures avant que les équipes professionnelles soient déployées. L'arrivée des sauveteurs venus de l'étranger, avec leurs chiens et leur matériel spécialisé, a donné une énergie nouvelle à leurs efforts.

Mercredi, la presse turque reprenait un thème désormais familier, puisqu'il avait été évoqué, après la tragédie d'Adana et après celle d'Erzurum. Les journaux exprimaient une fois de plus l'indignation générale. « Le pays est sans responsables », titrait le quotidien *Milliyet*. « L'ouest (de la Turquie) a été détruit. Les autorités se sont montrées incompétentes. »

Mais les journaux ne s'en sont pas pris à la seule insuffisance des moyens de secours. « Meurtriers »,

accusait à la « une » le quotidien *Hürriyet*, qui dénonçait les constructeurs irresponsables qui, pour augmenter leurs bénéfices, utilisent des matériaux bon marché et rognent sur la qualité et la quantité de ciment et de fer nécessaires à la consolidation des bâtiments, ignorant ainsi les normes de sécurité indispensables dans une région sismiquement active.

De nombreuses victimes ont ainsi péri à cause de l'incompétence et de la corruption, soulignaient les journaux. De fait, à Istanbul, où plus de 200 personnes ont perdu la vie, ce sont des banlieues modestes, où de nombreux immeubles sont construits illégalement qui ont subi les plus importants dégâts.

L'Etat n'est pas épargné par les accusations des médias : une base navale flambant neuf, où se trouvaient plus de 200 marins et des officiers s'est écroulée alors qu'elle venait d'être inaugurée. Tandis que certains bâtiments historiques, tels que Sainte-Sophie ou Sultanahmet, la Mosquée bleue, survivent, presque intacts, à la succession de tremblements de terre qui ont frappé la cité des sultans ottomans au cours des siècles, les bâtiments construits récemment, avec les moyens technologiques modernes, sont réduits à des piles de briques. La presse n'a pas manqué de mentionner le fait que les bâtiments officiels sont souvent fragiles.

Le Parlement turc, abandonnant temporairement l'examen de la réforme des lois, s'est réuni pour échanger des informations sur la catastrophe et prévoir des solutions. Jusqu'à présent, les tremblements de terre avaient fréquemment frappé des régions rurales, peu développées. Cette fois-ci, c'est l'ouest du pays, c'est-à-dire le cœur de la Turquie moderne qui a été touché, et l'étendue des dégâts a révélé les déficiences des autorités dans la gestion et surtout dans la prévention de la crise.

Hervé Morin

N. P.

Le brusque relâchement de formidables contraintes tectoniques

LE TREMBLEMENT de terre d'Izmit n'a pas surpris les spécialistes, même si ceux-ci étaient incapables de prévoir précisément sa date et sa position. « On sait que la région d'Istanbul est, de manière récurrente, soumise à des séismes de forte intensité », indique Michel Granet, directeur de l'Institut de physique du globe de Strasbourg (IPGS).

La Turquie est traversée par la faille nord-anatolienne (voir notre carte ci-dessus), qui coulisse sous l'effet de la remontée vers le nord de la plaque arabique, responsable de la formation de la chaîne du Caucase. Cette faille coupe en deux le territoire, le nord se déplaçant vers l'est, tandis que le sud est poussé vers l'ouest. « Le mouvement relatif des deux blocs se fait à

une vitesse de 2,4 cm par an, soit une vitesse vingt fois plus élevée que celle des failles actives en France », précise-t-on au bureau d'évaluation des risques sismiques de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN).

Les séismes résultent du relâchement brusque des formidables contraintes accumulées le long de cette faille. Jusqu'à présent, la région d'Izmit avait été épargnée, au point d'être qualifiée de « lacune sismique » par certains géophysiciens. Mais plus longue est l'attente, plus forte risque d'être la décharge d'énergie. Le séisme majeur le plus récent datait de 1509.

Plusieurs mesures de la magnitude du séisme d'Izmit ont été fournies par les divers réseaux de surveillance sismiques disposés au-

tour du globe. Les autorités turques, tout comme le réseau national de l'IPG, évaluaient ainsi la magnitude à 6,7 sur l'échelle de Richter, tandis que les spécialistes américains de Golden (Colorado) évoquaient le chiffre de 7,8.

PROGRESSION LOGARITHMIQUE

« Il y a dix façons différentes de calculer la magnitude, selon que l'on s'intéresse à la surface, au manteau ou à d'autres aspects du phénomène », explique Michel Granet. La mesure dépend aussi du mécanisme au foyer du séisme, de la position de l'azimut de l'observatoire, des effets de sol locaux, etc. »

L'échelle de Richter suit une progression logarithmique, c'est-à-dire qu'un séisme de magnitude 7 aura en principe dégagé une énergie

trente fois plus forte que pour une magnitude 6, et 900 fois plus élevée que pour le degré 5. Elle est dite « ouverte » mais, dans les faits, les plus forts séismes connus n'ont jamais dépassé la magnitude 9. Cette unité décrit l'énergie rayonnée au foyer sous forme d'ondes sismiques. Elle n'est pas forcément proportionnelle à l'intensité, qui, elle, quantifie les effets destructeurs du séisme en un point particulier de la surface du sol.

Il suffit que le foyer – ou hypocentre – soit plus profond pour que les destructions à l'épicentre, en surface, soient amoindries. Les caractéristiques du site peuvent aussi jouer. C'est ainsi qu'en 1985 Mexico avait été cruellement touchée – 10 000 morts – par un séisme dont l'épicentre se situait à 400 kilo-

L'ex-premier ministre Evgueni Primakov bouleverse l'échiquier politique russe

Il dirigera la puissante coalition électorale du maire de Moscou et des gouverneurs

L'ex-premier ministre russe Evgueni Primakov a annoncé, mardi 17 août, qu'il prenait la tête d'une puissante coalition électorale pour les législatives

de décembre, sans exclure de participer à la présidentielle de l'été 2000. En dirigeant la coalition du parti du maire de Moscou, Iouri Loujkov, du mouve-

ment des gouverneurs de régions et des agrariens, M. Primakov modifie profondément l'échiquier politique russe (lire aussi notre éditorial page 11).

MOSCOU
correspondance

Evgueni Primakov a enfin rompu le silence. En acceptant, mardi 17 août, de prendre la tête de la coalition de centre-gauche La patrie-Toute la Russie, le super-bloc électoral né début août d'une union entre le mouvement de Iouri Loujkov, le maire de Moscou, et le parti d'influents barons régionaux, l'ancien premier ministre donne le coup d'envoi d'une gigantesque bagarre politique.

A quatre mois des élections législatives, l'alliance de MM. Primakov et Loujkov, les deux « poids lourds » de la politique russe et favoris à la présidentielle de juillet 2000, a déjà des allures de machine de guerre prête à écraser tout sur son passage. Obligeant le reste des forces politiques (dont le Kremlin, qui voit son pire cauchemar devenir réalité) à prendre des mesures d'urgence si elles ne veulent pas être emportées par la lame de fond.

La patrie-Toute la Russie, « parti du futur pouvoir », affiche d'ores et déjà des ambitions dévorantes pour le scrutin de décembre prochain. L'un de ses piliers, Mintimir Chamiev, le président du Tatarstan, disait, il y a peu, vouloir remporter la majorité absolue (226 sièges sur 450) à la Douma, la chambre basse du Parlement. Evgueni Primakov, « l'homme le plus populaire » de Russie, a promis de mettre toutes « ses forces et son expérience » pour y parvenir. Mais il a précisé que sa place de numéro un au sein du bloc, devant Iouri Loujkov et Vladimir Iakovlev, le maire de Saint-Petersbourg, ne signifiait nullement qu'il se ralliait à l'un des deux partis.

Quatre coalitions

- **La Patrie, toute la Russie**, formation du maire de Moscou et des gouverneurs, compte parmi ses membres :
 - Evgueni Primakov, ancien premier ministre et tête de liste
 - Iouri Loujkov, maire de Moscou
 - Vladimir Iakovlev, maire de Saint-Petersbourg
 - Mintimer Chamiev, président du Tatarstan
 - Mikhaïl Lapchine, président du Parti agrarien de Russie
- **Le Parti de la juste cause**, coalition de libéraux, plus ou moins proches du président Eltsine :
 - Boris Nemtsov, ancien gouverneur de Nijni Novgorod
 - Boris Fiodorov, chef du parti « En avant la Russie »
 - Anatoli Tchoubais, président du monopole « Systèmes électriques unifiés », l'EDF russe.
 - Egor Gaïdar, ancien premier ministre
- **Communistes et nationalistes**
 - Guennadi Ziouganov, chef du Parti communiste
 - Nikolai Ryjkov, ex premier ministre de l'URSS
 - Vassili Starodoubtsev, gouverneur de la région de Toula
- **Divers...**
 - Sergueï Kirienko, ancien premier ministre, chef du Parti de la nouvelle force
 - Konstantin Titov, gouverneur de la région de Samara
 - Grigori Iavlinski, chef de la formation libérale labloko
 - Viktor Tchernomyrdine, chef du parti « Notre maison la Russie »
 - Alexandre Lebed, gouverneur de la région de Krasnoïarsk



L'« électron libre » Primakov, allié à la cause de Iouri Loujkov, s'est ainsi présenté comme la conscience morale du mouvement. Devant la presse, il a affirmé qu'il ferait tout son possible pour que le nouveau bloc - « une union de saines forces centristes » - selon lui, ne soit dirigé contre personne. « Assez des querelles, des attaques réciproques, des menaces d'interdiction de partis. Assez de la guerre des kompromati », les matériaux compromettants, a-t-il lancé dans une allusion à peine voilée aux tentatives du Kremlin. Et ce alors que le ministre de la justice, Pavel Kracheninnikov, limogé mardi 17 août, vient d'affirmer que certains membres du « clan présidentiel » avaient fait pression sur lui pour qu'il n'enregistre pas La patrie, le mouvement de Loujkov et interdise le Parti communiste.

Mais Iouri Loujkov, présent à la conférence de presse dans le rôle de l'« opposant », affirmait que le bloc prendrait les « mesures adéquates » pour répondre aux attaques du « clan présidentiel ». Parmi les objectifs de la nouvelle coalition énoncés par Evgueni Primakov, figurent ainsi quelques piques à l'adresse de la présidence. L'ancien premier ministre, passé, comme tant d'autres, au hachoir de Boris Eltsine, a estimé que le futur président devrait déléguer une partie de ses pouvoirs au gouvernement et au conseil de la Fédération et qu'il était nécessaire de créer un poste de vice-président.

PROFIL

LA DISCRÈTE ASCENSION D'UN DIPLOMATE ESPION

Brejnévien sous Brejnev, gorbatchévien sous Gorbatchev et eltsinien sous Eltsine, Evgueni Primakov, l'apparatchik de haut vol, insubmersible, est-il en train de devenir tout simplement « primakovien » ? Après huit mois passés à la tête du gouvernement russe de septembre 1998 à mai 1999, l'ancien « journaliste-diplomate-espion » est devenu l'homme politique le plus populaire de Russie. Homme d'expérience, sans tache, il inspire confiance à une population russe désorientée face à la corruption de ses élites.

Nommé premier ministre après l'effondrement financier russe d'août 1998, Evgueni Primakov a réussi un triple exploit qui ex-

Cette proposition ouvre clairement la perspective d'un tandem Primakov-Loujkov à la prochaine présidentielle, même si la question de la répartition des rôles reste pour l'instant sans réponse. M. Primakov a simplement répondu : « Nous nous entendrons. »

Le chapitre économique fut par contre bref, démontrant une fois de plus qu'en cette période d'ébullition politique, les priorités sont ailleurs. « Notre programme est en préparation. La patrie-Toute la Russie s'orientera avant tout vers le développement du secteur réel de l'économie », a dit M. Primakov. La veille, Vladimir Poutine, le nouveau premier ministre, avait, lui aussi, dit devant les députés que le « secteur réel de l'économie » serait la priorité du nouveau gouvernement.

PROMESSES FINANCIÈRES

Mais c'est pour l'instant à un autre chantier, celui des régions, que le Kremlin a décidé de s'atteler. Dans l'urgence, M. Poutine a ainsi reçu comme mission d'empêcher, coûte que coûte, que certains leaders régionaux, encore hésitants, ne rallient le camp « Loujkov-Primakov », ou d'en retourner d'autres. La semaine dernière, une rencontre fut organisée avec des gouverneurs de Sibérie. Comme le rapportent les médias russes, des promesses financières furent alors faites. Et récemment, devant la Douma, Vladimir Poutine choisissait de s'adresser aux plus petits

plique sa cote auprès des Russes. Il a stabilisé la situation politique en mettant fin aux stériles affrontements avec les communistes, qui détiennent la majorité à la Douma (Chambre basse du Parlement), leur offrant des postes dans son cabinet. Il réussit aussi à stabiliser une économie russe au bord du naufrage. Et, surtout, il s'attaque à la corruption, n'hésitant pas à mettre en cause le Kremlin, où la police va même perquisitionner... S'affichant sans ambition, M. Primakov, qui n'excluait plus « d'être candidat à quelque chose dans le futur », a franchi un premier pas en devenant tête de liste pour les législatives. Sera-t-il candidat à la présidence à l'été 2000 ? Rusé, prudent, il ne s'est pas encore déclaré. Il attend, dit-il, les résultats des élections et, sans doute, que les sollicitations se fassent plus pressantes. Mais son âge (il aura soixante-dix ans en octobre) et ses

sujets de la Fédération, s'offusquant qu'ils ne soient pas traités sur un pied d'égalité avec les « grands ».

Mais le Kremlin aura du mal à empêcher que la coalition conduite par Evgueni Primakov ne continue à attirer, tel un aimant, de plus en plus de responsables régionaux et politiques. D'autant plus que le bloc de centre-droite, sur lequel la présidence comptait un temps s'appuyer, est actuellement en plein chantier. Sergueï Stepachine, l'autre premier ministre renvoyé, est pressenti pour prendre la tête de ce contre-poids, qui, au départ, devait réunir les partis des jeunes réformateurs, Notre maison la Russie de Viktor Tchernomyrdine et La Voix de la Russie, le mouvement régional fondé par Konstantin Titov, gouverneur de Samara. Mais les dernières nouvelles sont alarmantes. Déjà, certains responsables de La voix de la Russie ont annoncé leur désir de se rallier au bloc La patrie-Toute la Russie, estimant que l'autorité de M. Primakov avait plus de chances de porter leurs ambitions que celle de M. Stepachine, toujours perçu comme un proche de la présidence.

C'est ce même et implacable raisonnement qui menace aujourd'hui de faire imploser de l'intérieur les forces de gauche, dominées par les communistes et nationalistes. Le Parti communiste russe (KPRF), qui vient de mettre sur pied un bloc baptisé « Pour la victoire », assiste ainsi médusé à la « trahison » de son plus vieil et précieux allié, le Parti agrarien russe, de Mikhaïl Lapchine. Ce dernier mène actuellement d'intenses pourparlers avec La patrie-Toute la Russie pour obtenir de rejoindre ses rangs, en qualité de troisième parti. Même si Nikolai Kharitonov, le leader de la fraction agraire à la Douma, a clairement fait savoir qu'il restait avec les communistes.

Dans ce paysage politique, qui s'achemine vers la composition de trois bloc électoraux de puissance inégale, rares sont les partis politiques qui tiennent encore à conserver leur indépendance. « La logique est actuellement au regroupement », remarque le politologue Dimitri Olchanskii. Il ajoute : « Car, contrairement aux élections de 1995, l'argent manque, et il est aujourd'hui indispensable de concentrer les flux financiers. »

Agathe Duparc

problèmes de santé pourraient l'en dissuader.

Né à Kiev, en octobre 1929, dans une famille juive, il est diplômé de l'Institut des études orientales de Moscou, qu'il dirigera de 1977 à 1985. Il entame sa carrière dans les années 50 comme journaliste, d'abord à la radio-télévision, puis à la Pravda (1962-1970). Membre du comité central du PCUS (1986), il devient un protégé de Mikhaïl Gorbatchev, dont il fut l'un des principaux conseillers diplomatiques. Il prend, pendant près de quatre ans et sans une éclaboussure, la direction des services des renseignements extérieurs en 1991, avant de devenir en janvier 1996 ministre des affaires étrangères, en remplacement d'Andreï Kozirev, jugé trop pro-occidental. S'il ne réussit pas à arrêter l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, il fait reconnaître la Russie comme l'interlocuteur de l'Alliance.

L'opposition à Milosevic apparaît toujours aussi divisée

Manifestation-test, jeudi 19 août, à Belgrade

BELGRADE
correspondance

Combien de personnes vont descendre dans la rue à Belgrade, jeudi 19 août, à l'appel de l'opposition au président Milosevic ? Le premier grand rassemblement de l'opposition unifiée depuis les grandes protestations de l'hiver 1996-1997 aura valeur de test et devrait permettre non seulement de palper l'intensité du ras-le-bol de la population envers le régime, mais surtout de mesurer la crédibilité de l'opposition. Celle-ci, maintes fois critiquée pour les querelles intestines qui la travaillent, prompte aux retournements les plus surprenants, connue pour avoir laissé passer maintes occasions de s'imposer face au régime, ces dix dernières années, joue là sa crédibilité. Ces deux derniers mois, la province n'a eu de cesse de faire monter la pression sur le président yougoslave en organisant meetings, pétitions et barrages routiers, pendant ce temps, déplorent les provinciaux, « Belgrade dort ». La capitale se réveillera-t-elle le 19 août ?

Initiée par un groupe d'économistes indépendants, le G 17, soutenue par le synode de l'Eglise, les syndicats, l'opposition parlementaire (le Mouvement serbe pour le renouveau détient 45 sièges sur 250 au parlement serbe) et non parlementaire (l'Alliance pour le changement, un front de divers partis d'opposition), la manifestation devrait se tenir devant le siège de l'assemblée fédérale, là où, dix ans plus tôt, Slobodan Milosevic lança un appel pour la défense des Serbes du Kosovo. Le parti démocrate de Zoran Djindjic, qui appelle à manifester en guise d'« avertissement à Slobodan Milosevic », attend 300 000 personnes.

CONFUSION

Jusqu'au dernier moment, la plus grande confusion a entouré les préparatifs. Ainsi, un des principaux leaders de l'opposition, Vuk Draskovic, qui dirige le Mouvement serbe du renouveau (SPO), a annoncé, mardi, qu'il renonçait à prendre la parole au meeting, sans toutefois remettre en cause la participation de sa formation. Le même jour, le général d'armée, Momcilo Perisic, ancien chef d'état-major passé à l'opposition, a fait savoir qu'il ne se joindrait pas au mouvement. Et l'Eglise orthodoxe serbe, qui comme l'opposition, demande la démission de M. Milosevic, sera représentée par un dignitaire de moindre rang.

« Le rassemblement du 19 n'est pas clair, on ne sait pas bien qui organise et cette manière de faire n'augure pas de résultats très sérieux. Y aura-t-il même quoi que ce soit le 19 août ? », interroge le sociologue Miljenko Dereta. Afin de ne pas verser de l'eau au moulin de la propagande du régime, prompte à dénoncer la collusion de ses détracteurs avec l'OTAN, les participants ont été invités à ne brandir ni drapeaux étrangers, ni signes distinctifs des partis, au profit du seul drapeau serbe. Ces appels à l'unité apparaissent toutefois vains au regard des tiraillements qui se font jour parmi les différentes composantes de l'opposition. Ainsi, le parti démocrate du général Vuk Obradovic - membre de l'Alliance pour le changement, qui appelle à manifester - avait prévu, dès vendredi 13 août, qu'il ne prendrait pas part à une protestation « aussi mal organisée ». Une des fi-

gures les plus respectées de l'opposition, Vesna Pesic, ancienne présidente de l'Alliance civique, a fait part de son incertitude sur les plans du G 17, l'initiateur du 19 août.

Le projet présenté par ce groupe d'économistes et baptisé « Pacte de stabilité pour la Serbie » est censé servir de base commune d'actions au front anti-Milosevic. Approuvé par les deux principaux partis d'opposition : le Mouvement du renouveau serbe (SPO) de Vuk Draskovic et le Parti démocratique (DS) de Zoran Djindjic, ainsi que par la hiérarchie de l'Eglise, le pacte ne pose pas comme préalable la démission de M. Milosevic et laisse la porte ouverte à la participation de membres des partis au pouvoir dans le gouvernement de transition. Pourtant, nombre d'opposants font du renvoi du maître de Belgrade le préalable à toute action. Les auteurs du pacte espèrent rallier l'opposition fragmentée autour de l'idée de la reconstruction économique de la Serbie, de la fin

Match à hauts risques

Le match de football Yougoslavie-Croatie de qualification pour le championnat d'Europe 2000, mercredi 18 août, à Belgrade, soulève les passions politiques en Serbie. La Yougoslavie et la Croatie se rencontrent pour la première fois depuis l'indépendance de la Croatie, en 1991. Les supporters des équipes de Belgrade, l'Etoile rouge et Partizan sont traditionnellement des nationalistes serbes et anti-croates, mais hostiles au président yougoslave, Slobodan Milosevic. Ils lui reprochent d'avoir trahi les Serbes de Croatie et du Kosovo. Si le sentiment anti-croate s'exprime avec moins de passion, les slogans contre M. Milosevic et son régime continuent. L'agence officielle Tanjug a accusé l'opposition de vouloir utiliser le match « dans le cadre des pressions sur le régime actuel ». L'opposition a affirmé que des billets avaient été distribués aux supporters proches du gouvernement. - (AFP)

de son isolement international et d'un départ en douceur de l'équipe au pouvoir. Vu par ses concepteurs comme « l'ultime chance d'une issue pacifique à la crise », le pacte, espèrent-ils, sera aussi acceptable pour M. Milosevic.

« Le 19 sera un tournant majeur, a expliqué récemment Mladjan Dinkic, coordinateur du G 17, deux solutions s'offrent aux autorités : ou elles acceptent l'idée du gouvernement de transition et c'est une issue non violente qui s'offre à elles, ou elles vont tout perdre dans la crise. » Mais l'agitation autour du 19 août, ainsi que la montée du mécontentement dans le pays, enlisé dans la dépression et la pauvreté, dévasté par onze semaines de bombardements, ne semblent en rien avoir entamé la position du président yougoslave. Celui-ci a toujours le contrôle de l'armée, de la police et des médias tandis qu'aucune défection n'a été signalée dans les rangs de son Parti socialiste (SPS), pas plus que dans celui de la Gauche unie (JUL) conduit par sa femme, Mirjana Markovic.

Dina Petrovic

RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter et Universal 45 chefs-d'œuvre de la musique classique.

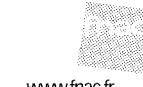


Brahms. concerto pour violon.

Un bain de voluptés. L'illustre violoniste Joseph Joachim aida Brahms à terminer l'écriture du concerto pour violon. Son exécution, particulièrement difficile, n'empêcha pas l'œuvre de s'imposer parmi les quatre plus grands opus concertants du 19e siècle, au côté de ceux de Beethoven, Mendelssohn et Tchaïkovski. La rencontre musicale entre la jeune violoniste et l'illustre chef d'orchestre est un événement musical. Anne-Sophie Mutter impose la luminosité de son archet, à la fois sensuel et grave, face à la direction souple et attentive de Karajan. Un document particulièrement émouvant.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h45, dans l'émission de Sophie Louibère "Musical Ecran"

Le Monde



www.fnac.fr

La libération des prisonniers palestiniens au cœur des discussions avec Israël

Cette mesure est prévue par les accords de Wye River

Israéliens et Palestiniens ont repris, mardi 17 août, leurs négociations sur les questions épineuses du redéploiement israélien en Cisjorda-

JÉRUSALEM

correspondance

Prévue par les accords israélo-palestiniens de Wye River, la libération des prisonniers palestiniens est au centre des discussions engagées depuis quelques jours entre les représentants des deux parties. L'essentiel des négociations porte sur l'identification politique des candidats à la libération. Le comité mixte israélo-palestinien chargé de ce dossier a rendu ses conclusions, mardi 17 août, devant Saeb Erakat et Guilad Sher, responsables palestinien et israélien de l'ensemble des négociations sur l'application des accords en question.

Pour les Palestiniens, tous les hommes condamnés pour crimes violents commis avant les accords d'Oslo (septembre 1993), autrement dit tous les prisonniers politiques, devraient être libérés. Les Palestiniens refusent le maintien en détention de « ceux qui ont du sang sur les mains », terminologie derrière laquelle s'abritait l'ancien premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, pour ne

nie et de la libération des prisonniers palestiniens. Des membres des deux délégations s'étaient rencontrés plus tôt pour examiner la

libérer que des prisonniers de droit commun. Ce qui, insiste Hisham Abdel Razek, ministre palestinien chargé de ce dossier, est contraire à l'esprit desdits accords. Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, avait alors expliqué au président Bill Clinton et à M. Nétanyahou qu'il était inconcevable que ceux qu'il avait envoyés en mission crouissent en prison, alors que lui-même négocie la paix.

PLUS DE SOUPLESSE

Cette vision des choses pourrait être acceptée par le nouveau gouvernement israélien. Le premier ministre, Ehoud Barak, ne s'est pas encore prononcé, mais on le dit plus souple sur cette question que sur le retrait de l'armée israélienne des territoires palestiniens. En juillet, le ministre de la justice, Yossi Beilin, avait déjà estimé que le principe de « sang sur les mains est manifestement immoral ».

Pourquoi, avait demandé M. Beilin, Yasser Arafat pourrait-il serrer la main des quatre pre-

miers ministres israéliens qui se sont succédé au pouvoir depuis les accords d'Oslo, tandis que ceux qui ont été arrêtés par la police israélienne, à la suite d'actions violentes décidées par M. Arafat, ne bénéficieraient d'aucune clémence ? Et le ministre avait proposé de ne garder en prison que les prisonniers ayant commis des actes terroristes postérieurs aux accords d'Oslo et ceux qui refusent le processus de paix.

Il avait également exprimé son souhait de voir supprimées les détentions administratives, qui peuvent durer des années sans aucune inculpation.

Si la doctrine du précédent gouvernement devait être appliquée, seuls 80 prisonniers seraient remis en liberté, a fait remarquer, lundi 16 août, le ministre de la sécurité intérieure, Shlomo Ben Ami. Or Israël s'étant engagé à relâcher 750 détenus, il faudra faire preuve de créativité dans le choix des critères de remise en liberté, a-t-il ajouté, d'autant que le nombre de

question des prisonniers. Dans les accords de Wye River, l'Etat hébreu s'est engagé à en libérer 750 d'entre eux.

Palestiniens en détention pour raisons sécuritaires serait inférieur à 750.

Par ailleurs, trois semaines après la dernière rencontre entre M. Arafat et M. Barak, Israéliens et Palestiniens ne sont toujours pas parvenus à un accord sur le calendrier d'application des accords de Wye River. Les deux parties semblent camper sur leurs positions respectives: les Palestiniens demandent l'application immédiate et intégrale des accords et les Israéliens souhaitent intégrer le troisième et dernier retrait de l'armée israélienne de Cisjordanie aux négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens.

Toutefois, alors qu'il était en visite au Caire lundi, M. Arafat n'a plus parlé de « crise » entre Israéliens et Palestiniens, mais de « difficultés » et de problèmes « d'interprétation ». Il a évoqué la possibilité de faire coïncider le début du troisième retrait des accords de Wye River avec les négociations sur le statut définitif. – (Intérim.)

Deux soldats israéliens tués au Liban-sud lors d'affrontements avec le Hezbollah

DEUX MILITAIRES israéliens ont été tués et sept autres blessés, lors d'affrontements, mardi 17 août, avec des combattants du Hezbollah libanais, à la lisière de la zone que Tshahal occupe au Liban-sud. Ces affrontements, les plus meurtriers depuis six mois, sont survenus quelques heures après un attentat à la voiture piégée qui a coûté la vie au responsable militaire du Hezbollah libanais pour le Liban-sud. La formation islamiste a imputé la responsabilité de cet attentat à l'Etat hébreu.

Selon un porte-parole de l'armée israélienne, trois des militaires blessés sont dans un état

grave. Les services de sécurité au Liban avaient fait état, pour leur part, de trois morts et cinq blessés dans les rangs israéliens. D'après le porte-parole militaire israélien, trois combattants hezbollahis ont été tués. Des avions de combat israéliens sont ensuite entrés en action, frappant à plusieurs reprises des positions présumées du Hezbollah à l'intérieur de la « zone de sécurité », où trois paysans ont été légèrement blessés.

Ali Dib, alias Khodr Salameh ou Abou Hassan Salameh, a été tué dans l'explosion de sa BMW à l'est de Saïda, chef-lieu du Liban-sud. Tshahal a démenti mardi toute im-

plication dans l'attentat, qui aurait été préparé, selon elle, par un groupe rival du Hezbollah. Plusieurs responsables israéliens ne s'e sont pas moins félicités de la disparition de l'un des responsables d'une milice qui rend la vie impossible à Tshahal au Liban.

Des milliers de partisans de ce mouvement se sont rassemblés mardi dans les faubourgs sud de Beyrouth, à majorité chiïte, pour les funérailles. Le cercueil d'Ali Dib a été enveloppé dans un drapeau aux couleurs du mouvement et il a été proclamé martyr. « Notre guerre contre les forces d'occupation demeure ouverte », a lancé le

secrétaire général du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah, devant plusieurs milliers de ses partisans qui participaient aux obsèques, en présence du ministre des transports, Najib Mikati.

« Que nul ne s' imagine que tuer nos cadres, nos dirigeants, nos militants, nos frères et nos parents pourrait entamer notre détermination », a déclaré cheikh Nasrallah. « Sur la terre du Liban, il n'y a pas de place pour l'occupation, pour l'humiliation ou pour l'hégémonie sioniste et américaine », a-t-il conclu, repris par la foule qui scandait « Mort à l'Amérique ! », « Mort à Israël ! ». – (AFP, Reuters.)

Les candidats aux postes de commissaires européens passent leur écrit

PRÈS DE mille pages ! Les dix-neuf aspirants aux postes de commissaires à Bruxelles ont fait preuve de beaucoup de zèle pour répondre aux députés européens, qui leur avaient soumis, début août, toute une batterie de questions sur leur parcours professionnel, leur engagement européen et leur programme de travail pour les cinq ans à venir. Romano Prodi, président de la Commission, a lui-même fait bon accueil à cette épreuve écrite nouvelle, qui précède une série d'auditions devant les commissions parlementaires, du 30 août au 7 septembre: il a diffusé les réponses sur Internet. L'enjeu est, il est vrai, de taille: il s'agit d'obtenir que les députés européens votent l'investiture globale de l'exécutif bruxellois, le 15 septembre.

Les députés n'ont pas lésiné sur les questions. Ils ont tout particulièrement interrogé Pascal Lamy, candidat au poste de commissaire chargé du commerce, sur son activité passée à Bruxelles, où il avait été directeur du cabinet du président de la Commission, Jacques Delors, de 1985 à 1994, puis sur son

rôle à la direction générale et au comité exécutif du Crédit lyonnais. Le questionnaire lui demande quelles mesures il a prises pour « combler les nombreuses lacunes de gestion et de contrôle constatées au service de sécurité de la Commission », dont il était responsable. M. Lamy indique qu'il a provoqué un audit interne, après des rumeurs d'appel d'offres truqué, en 1993, et mis en œuvre les recommandations de celui-ci.

ABSTENTION VOLONTAIRE

M. Lamy a dû rassembler ses souvenirs pour répondre aux questions posées sur l'affaire Fléchar, du nom d'une entreprise « dont une opération d'exportation de beurre, en 1991, avait fait l'objet d'une fraude, ce beurre ayant été exporté en Pologne alors qu'il aurait dû l'être en Russie ». La réduction de l'amende infligée à cette entreprise était « une solution équitable ».

Lorsqu'il avait rejoint le Crédit lyonnais, quelles mesures M. Lamy avait-il prises pour « éviter d'exploiter abusivement » ses contacts

au sein des institutions européennes ? M. Lamy affirme que, pendant quatre ans, « le contentieux avec la Commission européenne a été placé sous la responsabilité d'un autre membre de l'équipe chargée du redressement de la banque ». Question: « Voudriez-vous fournir la liste des réunions que vous avez tenues avec les fonctionnaires de la Commission... ? » M. Lamy répond que « cette période d'abstention volontaire a pris fin en avril 1998 ».

Il a participé, alors, à une session de discussions de trois jours, à Bruxelles, du 1^{er} au 3 mai 1998, réunissant le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, le commissaire en charge de la concurrence, Karel van Miert, et le comité exécutif de la banque. Elle a « abouti à la décision finale de la Commission du 20 mai 1998 »: acceptation du plan de sauvetage en échange d'une stratégie précise comportant cession d'actifs, privatisation et bridage du développement pendant plusieurs années.

Rafaële Rivais

L'Inde ébauche une doctrine nucléaire de « dissuasion minimum crédible »

New Delhi n'acceptera « aucune restriction » dans la mise au point de son arme

NEW DELHI

de notre correspondante

La dissuasion nucléaire indienne sera basée sur les trois composantes air, terre, mer, et le premier ministre contrôlera le feu nucléaire. Telles sont les propositions faites par le Conseil national de sécurité, qui, dans un geste éminemment politique à trois semaines des élections, a rendu public, mardi 17 août, un texte de six pages, formulant ce que devrait être « la doctrine nucléaire indienne ». Ce texte, qui ne pourra être débattu par le gouvernement qu'après les élections, énonce, quinze mois après les essais nucléaires de mai 1998, « les principes du développement, du déploiement et de l'emploi de l'arme nucléaire indienne ».

Le texte réaffirme l'engagement de l'Inde à ne pas employer l'arme nucléaire en premier et souligne donc la nécessité d'avoir des

forces nucléaires capables d'encaisser une première frappe et d'y répondre de façon à « infliger des dégâts intolérables à l'agresseur ». Les charges nucléaires seront montées à la fois sur des avions, des missiles mobiles et des sous-marins. « La doctrine envisage, souligne le texte, la possibilité de passer le plus vite possible d'un déploiement de temps de paix à la capacité de réagir, même dans le cas de dommages significatifs ».

En réponse à la demande des Etats-Unis de définir ce que l'Inde entend par « une dissuasion minimum crédible », le texte se contente d'affirmer que « ce concept évolutif est lié à l'environnement stratégique, aux impératifs technologiques et aux besoins de la sécurité nationale. La taille, les composantes, le déploiement et l'emploi des forces nucléaires seront décidés à la lumière de ces fac-

teurs », peut-on y lire. « L'Inde n'acceptera aucune restriction dans sa capacité de recherche et de développement » pour maintenir des forces au sommet de la technologie, affirme clairement le Conseil national de sécurité.

« MAUVAISE DIRECTION »

Dans une volonté affichée de responsabilité et sans doute enclin d'œil au Pakistan, muet sur ce point crucial, le texte souligne que « le premier ministre ou son successeur désigné sera l'autorité en charge de déclencher l'arme nucléaire ». Le conseiller pour la sécurité auprès du premier ministre, Brajesh Mishra, a toutefois refusé, « pour des raisons de sécurité », de définir qui est l'éventuel successeur désigné. « Une unité de commande et de contrôle des forces nucléaires incluant à la fois la capacité balistique (missiles sol-sol et

mer-sol) et la pénétration basse altitude (missiles air-sol) sera assurée », précise le texte.

Les vingt-sept membres du Conseil national de sécurité soulignent toutefois que pour repousser au maximum la menace d'une guerre conventionnelle ou nucléaire, l'Inde doit maintenir au plus haut l'efficacité de ses forces conventionnelles.

En choisissant de rendre public ce texte maintenant, le gouvernement sortant, conduit par les nationalistes hindous du BJP (Parti du peuple indien), a voulu montrer à l'opinion, qui avait majoritairement applaudi les essais nucléaires, qu'il était plus que sérieux dans sa volonté d'assurer la sécurité du pays. Un récent sondage d'opinion montre que 40 % des personnes interrogées estiment que le BJP est plus à même d'assurer la sécurité que le Congrès

Washington accuse Bagdad d'exporter des aliments pour enfants

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont critiqué le président irakien, Saddam Hussein, mardi 17 août, lui reprochant d'exporter des produits pour enfants et des aliments pour bétail, malgré la sécheresse et une mortalité infantile en forte augmentation en Irak. La saisie, la veille, par le Koweït, d'un navire indien transportant du lait en poudre pour bébés, des biberons et des graines de coton en provenance d'Irak et se dirigeant vers les Emirats arabes unis, « alors que les bébés et les enfants irakiens souffrent de malnutrition, est un signe de plus du dédain cynique du régime irakien pour le bien-être de ses citoyens », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. Selon lui, de telles exportations « ne sont pas possibles (...) sans la connivence des responsables irakiens ». – (AFP)

Cessez-le-feu entre Ougandais et Rwandais dans le nord de l'ex-Zaïre

KIGALI. Les combats entre soldats rwandais et ougandais soutenant deux factions rebelles rivales dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) ont cessé mardi 17 août, selon des sources rebelles sur place. Survenant après quatre jours d'affrontements à Kisangani, cette accalmie est intervenue après la conclusion, le même jour, d'un cessez-le-feu par le président ougandais, Yoweri Museveni, et le vice-président rwandais, Paul Kagame. Les deux pays soutiennent chacun une faction du principal mouvement rebelle au président Laurent-Désiré Kabila, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). Une cinquantaine de civils ont été tués dans les combats, alors qu'aucun bilan des pertes militaires n'a été communiqué. Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé mardi les dirigeants des factions rivales de la rébellion à « signer sans délai l'accord de cessez-le-feu » inclus dans les accords de paix signés le 10 juillet à Lusaka (Zambie) par six Etats impliqués militairement dans le conflit dans l'ex-Zaïre. – (AFP)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE: le Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie** et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ont transmis, lundi 16 août, 537 dossiers supplémentaires au groupe de travail sur les disparitions forcées de l'ONU à Genève, annonce un communiqué de la FIDH publié mardi. Le groupe, précise le communiqué, a déjà reçu environ un millier de dossiers de disparus algériens ces dernières années et a demandé des explications au gouvernement algérien sur chacun des cas. « Ce chiffre place l'Algérie en tête de la liste des pays pour lesquels le groupe a reçu le plus grand nombre de cas », précise le communiqué.

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS: un condamné à mort atteint de schizophrénie** a obtenu un sursis, mardi 17 août. La cour d'appel du Texas a empêché l'exécution, prévue mardi soir, de Larry Robison qui avait tué cinq personnes en 1982. Cette décision évitera au gouverneur et candidat présidentiel George W. Bush de décider de la grâce du prévenu. – (AP)

■ **COLOMBIE: 24 paysans ont été massacrés**, mardi 17 août, par un commando des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) – un groupe paramilitaire d'extrême droite – qui circulait dans le nord du pays. Avant de les abattre, le commando a accusé plusieurs de ses victimes de sympathie pour la guérilla marxiste, mais il a également tiré sans sommation sur des paysans au travail dans les champs. Ce massacre a eu lieu dans la région de Montes de María, que se disputent paramilitaires et guérilleros. – (AFP)

ASIE

■ **TIMOR-ORIENTAL: la sécurité des habitants n'est pas garantie** par les autorités indonésiennes, dans la province annexée en 1976, selon un rapport publié, mercredi 18 août, par Amnesty International. L'organisation se déclare « sérieusement préoccupée » par la situation des droits de l'homme au Timor-Oriental, dont les habitants doivent se prononcer le 30 août pour ou contre l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise. Amnesty soulève notamment la question des milliers de civils déplacés à l'intérieur du Timor-Oriental et qui n'ont pas encore pu regagner leurs foyers en raison de l'insécurité que font régner les groupes opposés à l'indépendance. – (AFP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK: Amnesty International a demandé que soit engagée une procédure judiciaire** pour tortures contre le numéro deux de l'Etat irakien, Ezzat Ibrahim El Douri, actuellement à Vienne. Dans un communiqué publié mardi 17 août, l'organisation a indiqué que, selon la convention de l'ONU sur la torture, « chaque Etat, y compris l'Autriche, doit conduire une enquête judiciaire contre les personnes qui sont sur son territoire et auxquelles sont reprochés des actes de torture ». – (AFP)

■ **IRAN: le procès des treize juifs iraniens arrêtés** pour espionnage présumé au profit d'Israël doit s'ouvrir jeudi 19 août, a annoncé mardi le Congrès juif mondial (CJM), citant des sources en Iran. « Nous lançons un appel à leur libération, car ils sont absolument innocents des charges retenues à leur encontre », a déclaré Elan Steinberg, directeur exécutif du CJM. – (Reuters.)

■ **Le nouveau chef du pouvoir judiciaire iranien**, l'ayatollah Mahmoud Hachémi Chahroudi, a pris ses fonctions, mardi 17 août, en remplacement de l'ultraconservateur Mohamad Yazdi, dont les réformateurs réclamaient depuis longtemps le départ. L'ayatollah Hachémi Chahroudi a affirmé que la justice entend « demeurer indépendante » vis-à-vis du pouvoir politique. – (AFP)

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...

MATELAS • SOMMIERS
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...

Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac... CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Duvivier - Coulon - Sulren etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7
VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

Françoise Chipaux

HORIZONS

ENQUÊTE

CES ALIMENTS QUI ONT CHANGÉ LE MONDE

De Kant à Beethoven en passant par Voltaire, combien de lauriers littéraires, philosophiques et musicaux ont été dressés à ce moka venu d'Arabie ! Le café, qui encourage le dialogue, a aussi un parfum subversif. Mehmet IV condamnait celui qui en servait à être précipité dans le Bosphore, cousu dans un sac de cuir

GORAN TACEVSKI/VIU



S'IL est dans le monde une denrée de bonne renommée, c'est bien le café. On peut même préférer le thé, question de goût ou d'anglomanie, sans pour autant dénigrer cette boisson universelle. Le génie de la petite graine torréfiée, de ses premiers consommateurs européens trouvaient semblable à de la crotte de bique, est de rester elle-même tout en s'adaptant à tous les terroirs et contextes. Qui ne jurerait pas que le café de maman est inimitable ? On pourrait également, sans quitter sa chambre, faire le tour du monde des saveurs caféières, en commençant par le café au lait chicorée du pays des coronas puis descendant de plus en plus au sud, petit noir au comptoir de Paris, expresso à Turin, « mélange » des cafés viennois, pour terminer avec l'épais café turc d'Istanbul et de tout l'Orient. Il parfume les igloos comme les yourtes ou les tentes des chameliers. Il s'adapte, se naturalise, devient élément des cultures locales, comme s'il avait toujours été là. Et, aujourd'hui, la machine située au carrefour des rumeurs de toute entreprise fierement multinationale ou résolument locale ne court aucun risque, en ces temps d'optimisation des coûts, de se voir retirée du circuit pour défaut de rentabilité.

Maguelonne Toussaint-Samat, auteur d'une remarquable *Histoire naturelle et morale des aliments* (éditions Bordas), et descendante d'une famille turque installée à Marseille au début du XVIII^e siècle pour y faire, justement, le commerce du café, a cependant retrouvé des grands noms de ce Grand Siècle qui vit l'arrivée du café en Occident, professant leur dédain pour ce nouveau breuvage. Saint-Simon, écotier de cour, s'offusquait que le régent consomme quotidiennement « cette boue bonne tout au plus pour la lie du peuple ». La princesse palatine, épouse allemande de Monsieur, frère du roi Louis XIV, comparait l'odeur du café à celle de l'haléine de Monseigneur l'archevêque de Paris, qui l'amenait à user frénétiquement de son éventail. Le philosophe Malebranche n'admettait le moka qu'en lavement, et en disait alors beaucoup de bien.

Mais en face de ces pisse-vinaigre,

Le café, l'âme des poètes

que de beau monde, à la même époque, pour tresser des lauriers littéraires, philosophiques et musicaux à ce moka venu d'Arabie ! Dédaignant les mises en garde des Diafoirus qui estimaient le café « poison dangereux », Voltaire et Fontenelle décidèrent qu'il s'agissait d'un poison lent et ne cessèrent d'en consommer d'abondance, le premier jusqu'à 85 ans, le second jusqu'à 100 ans. « *Le fort café de Saint-Domingue, lu par Buffon, par Diderot et par Rousseau, ajouta sa chaleur aux âmes chaleureuses, à la vue perçante des prophètes assemblés dans l'ancre du Procope, qui virent au fond du noir breuvage le futur rayon de 1789* », écrit ainsi Jules Michelet, évoquant le premier café parisien, le Procope, fondé en 1686 par le gentilhomme sicilien Francesco Procopio dei Coltelli, rue des Fossés-Saint-Germain, un établissement toujours présent dans la même rue rebaptisée rue de l'Antienne-Comédie.

Emmanuel Kant, à la fin de sa vie, ne pouvait plus maîtriser cette passion pour le café, qui dévorait cet esprit pourtant porté vers une morale austère et raisonnable. L'écrivain anglais Thomas De Quincey, témoin de ses derniers jours, décrit cette dépendance que le vieux philosophe de Königsberg ne pouvait s'empêcher de théoriser : « *Il fallait apporter le café sur le champ. Sachant ce qui devait arriver, je prenais soin que les préparatifs fussent faits à l'avance. Le café était moulu, l'eau bouillante ; et au moment même où la parole était prononcée, son domestique partait comme une flèche et plongeait le café dans l'eau. Il ne restait donc plus que le temps de le faire bouillir. Mais cet insignifiant retard semblait insupportable à Kant. Si on lui disait "Cher professeur, on va apporter le café tout de suite", "On va ! disait-il ; mais voilà où le bât blesse, c'est qu'on va : l'homme n'a jamais le bonheur, il va l'avoir ! (...)" et quand enfin il entendait le pas du domestique dans l'escalier, il se retournait vers nous et, joyeux comme une vigie au grand mâ, il clamait : "Terre !*

terre ! mes chers amis, je vois terre !" »

Beethoven avait une autre obsession : le café, dont il ne confiait à personne d'autre que lui-même la confection, devait comporter soixante grains par tasse, pas un de plus, pas un de moins. Et c'est en hommage au Zimmermanns Kaffeehaus de Leipzig, qui recevait les vendredis soir le *Collegium musicum*, association de bourgeois mélomanes de la ville saxonne, que Jean-Sébastien Bach écrivit sa plus célèbre cantate profane, la *Cantate du café*, qui raconte l'histoire d'un bourgeois qui veut contraindre sa tendre fille Lieschen d'abandonner la consommation de café en la soumettant à un odieux chantage : elle n'aura pas de

pagne des ligues de tempérance, ou d'une offensive hygiéniste visant à l'amélioration du genre humain par l'abstinence des bonnes choses, ce qui rend les gens en bonne santé, mais tristes. Il faut être un cynique comme Montesquieu pour oser écrire dans les *Lettres persanes* : « *Si j'étais le souverain, je ferais les cafés car ceux qui fréquentent ces endroits s'y échauffent fâcheusement la cervelle. J'aimerais mieux les voir s'enivrer dans les cabarets. Au moins ne feraient-ils de mal qu'à eux-mêmes ; tandis que l'ivresse que leur verse le café les rend dangereux pour l'avenir du pays.* »

Les liens entre le café et la politique sont bien antérieurs à l'agitation parisienne prérévolutionnaire.

« **Le fort café de Saint-Domingue, bu par Buffon, par Diderot et par Rousseau, ajouta sa chaleur aux âmes chaleureuses, à la vue perçante des prophètes assemblés dans l'ancre du Procope, qui virent au fond du noir breuvage le futur rayon de 1789** »

Jules Michelet

mari si elle ne renonce pas au noir breuvage. « *Mon père, que vous êtes dur ! se lamenta la jeune fille. Si je n'ai plus chaque jour trois petites tasses de café, bientôt je vais me dessécher comme un rôti mal arrosé !* » L'affaire, comme on peut s'en douter, se terminera au mieux pour tout le monde, Lieschen faisant semblant de céder aux exigences de son père, mais faisant savoir alentour que « *nul prétendant ne m'obtiendra s'il ne veut faire la promesse que je pourrai me régaler de café* ».

Les exemples évoqués font irrésistiblement penser à l'emprise d'une drogue sur les esprits et les corps. Jamais, pourtant, le café ne fut l'objet d'une mise à l'index, d'une cam-

reprises, les sultans de la Sublime Porte sévirent contre les établissements servant du café qui s'étaient installés aux alentours des mosquées, où l'on tenait des propos jugés subversifs. Bastonnades, tortures, exécutions, menaçaient régulièrement les propriétaires de ces établissements et leurs clients les plus en vue. Le sultan Mehmet IV (1642-1692) fut le plus radical : il ordonna la fermeture de tous les établissements publics de la capitale ottomane, et malheur à celui qui tentait de le faire fonctionner clandestinement : il était condamné à être précipité dans le Bosphore, cousu dans un sac de cuir.

CETTE méfiance vis-à-vis des effets politiques subversifs du café consommé en groupe n'empêchait pas les autorités ottomanes de faire la promotion du breuvage en Occident, pour d'évidentes raisons économiques : la région de Moka, un port du sud de la péninsule arabique, disposait alors du monopole de la commercialisation des graines produites sur les hauts plateaux abyssins, berceau de la plante dont la légende attribue la domestication à la reine de Saba. Soliman Aga, ambassadeur du Grand Turc auprès de Louis XIV, qui servit de modèle au Grand Mamamouchi de Molière, n'avait pas son pareil pour faire auprès du beau monde de la cour la promotion du café. Il en faisait servir de minuscules tasses aux marquises et duchesses qui se pressaient à ses réceptions. Elles se pâmaient d'aise, rapporte la chronique, mais on ne saurait vraiment dire si cette euphorie était provoquée par le seul breuvage ou devait quelque chose aux muscles noirs et luisants des esclaves nubien chargés du service.

Toujours est-il que tout le monde, à la cour comme à la ville, voulait avoir bientôt son café, ce qui fit les affaires des agents du sultan, seuls habilités à faire le commerce du café à Marseille. Le coût du produit, lors de son introduction en Occident, était si élevé qu'il le rendait inacces-

sible au plus grand nombre : à la fin du XVII^e siècle, une livre de café valait quelque 10 000 de nos francs actuels ! Et ce n'était pas donné à tout le monde de pouvoir cultiver des caféiers dans ses serres personnelles, à l'image de Louis XV, dont la favorite, madame de Pompadour, aimait tant ce breuvage qu'elle se fit peindre en sultane dégustant une tasse de café.

LES prix commencèrent à baisser, et la consommation à se populariser lorsque quelques corsaires, hollandais ou français, reçurent mission de transporter dans leurs colonies respectives, à Java pour les Hollandais et aux Antilles pour les Français, des plants d'arabica achetés dans la région d'Aden. L'histoire du capitaine Gabriel des Clieus, qui obtint en 1720, grâce à l'appui de M. de Chirac, médecin de Louis XV, l'autorisation d'acclimater la graine en Martinique, est fort édifiante. Le capitaine veillait sur les deux caféiers installés dans sa propre cabine comme sur la prune de ses yeux. Mais la traversée fut mouvementée : *Le Dromadaire*, navire de commerce à fond plat et proue ronde, fut d'abord attaqué au large de Madère par un pirate tunisien, qui fut mis en fuite. Ensuite, un espion batave, infiltré dans l'équipage par les marchands d'Amsterdam inquiets de voir se développer une concurrence aux plantations javanaises, fut pris sur le fait alors qu'il s'apprêtait à détruire les précieux arbustes.

Drossé contre des écueils par une tempête à quelques dizaines de milles des îles, *Le Dromadaire* fut contraint de larguer une bonne partie de sa provision d'eau potable, et le calme plat qui suivit, immobilisant le navire, contraignit l'équipage à de sévères restrictions au profit de l'arrosage des caféiers. Des Clieus avait en effet promis à ses commanditaires qu'il mourrait de soif plutôt que de laisser dépérir les plants qu'on lui avait confiés. La Martinique était alors frappée par la mortalité massive des cacaotiers, seule ressource des Antilles pouvant être échangée avec l'Occident. Trois ans après l'arrivée du *Dromadaire*, la Martinique et les îles avoisinantes, Guadeloupe et Dominique, se trouèrent, rapporte des Clieus, « *couvertes d'autant de millions de caféiers qu'elle avait eu de cacaotiers* ». Cet événement méritait d'être glorifié pour la postérité, un honneur qui revint au poète créole Esmerens :

Heureuse Martinique, ô bords hospitaliers

Dans un monde nouveau, vous

[avez les premiers

Recueilli, fécondé, ce doux fruit

[de l'Asie

Et dans le sol français mûri

[son ambrosie !

Avant que les chromes étincelants des percolateurs (« *une sorte de machine qui sent bon* », Marcel Proust), ancêtres des machines à expresso italiennes, ne s'imposent dans les cafés qui se respectent, la confection du café évolua. On commença par faire bouillir la décoction plusieurs fois, avant de laisser le marc se déposer au fond de la bouilloire. Vers 1710, apparut la cafetière dite « à la chaussette », qui permettait de faire infuser le café dans l'eau chaude. Ce n'est qu'en 1800 que Jean-Baptiste Du Bello inventa la cafetière à deux corps, avec un compartiment intermédiaire percé de petits trous qui permettait à la vapeur de s'imprégner des saveurs et de l'arôme de la mouture en montant vers le haut.

Le café fut, on l'a vu, le compagnon constant des passions politiques et intellectuelles, mais qu'en est-il de l'amour ? On lui sait gré, bien sûr, de tenir les sens éveillés alors que l'alcool a tendance à les endormir. On livra cependant sans garantie cette recette de séduction à base de café proposée par Carlo Fruttero et Franco Lucentini, bons vivants de Turin et auteurs du best-seller *La Femme du dimanche* : « *Le baiser au café ? Mais c'est très simple ! Tu mets un grain de café entre les dents et, au bon moment, tu le casses. C'est ce « crac » qui fait des garçons de vrais tigres.* »

Luc Rosenzweig

★ **Le Livre du café**, d'Alain Stella, Flammarion, 232 p., 395 F.

★ « **Ces aliments qui ont changé le monde** », c'est aussi sur France-Info dans la chronique quotidienne d'Anne Hudson.

PROCHAIN ARTICLE :
Ce maïs aux mœurs libérées

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 19 AOÛT 1999

FUSION Un mois après le lancement de la bataille opposant Elf et TotalFina dans leur tentative de prise de contrôle mutuelle pour créer le quatrième pétrolier mondial, le ton

se durcit. ● LA COUR d'appel de Paris, réunie mercredi 18 août, a rejeté la demande, déposée par Elf, de sur-sis à exécution de la décision du Conseil des marchés financiers qui

déclarait recevable l'offre de TotalFina. ● TOTALFINA, dans sa réponse à l'OPE d'Elf publiée mercredi, se dit « convaincu que ce projet est destructeur de valeur ». ● ELF réagit à

ce document, en estimant que « beaucoup d'arguments ne tiennent pas la route », notamment sur les synergies ou la prime aux actionnaires. ● LA BOURSE privilégie l'offre de To-

talFina, espérant une surenchère en cas d'accord entre les deux groupes. ● LA « GUERRE du pétrole », après celle des banques, est une manne publicitaire.

La lutte se durcit entre Total et Elf pour créer le quatrième pétrolier mondial

Mercredi 18 août, la cour d'appel de Paris a rejeté un recours déposé par Elf. Une manche symbolique remportée par TotalFina dont l'offre bénéficie toujours de la faveur des investisseurs. Les deux patrons multiplient les campagnes pour séduire les actionnaires

RECOURS juridiques multiples, critiques de plus en plus vives, le ton se durcit dans la bataille qui oppose, depuis la mi-juillet, Elf et TotalFina dans leur tentative de prise de contrôle mutuelle pour créer le quatrième pétrolier mondial. L'espoir d'un dialogue entre les deux présidents, Philippe Jaffré pour Elf et Thierry Desmarest pour TotalFina, né aux premiers jours d'août, s'est estompé, malgré les déclarations d'intention. Dans un entretien au *Financial Times* paru le 18 août, le patron de TotalFina rappelle que son groupe pourrait améliorer son offre sur Elf « seulement s'il peut y avoir un accord à l'amiable qui permette une mise en place rapide et plus facile de l'opération ». Une perspective déjà évoquée au début du mois dans le journal belge *L'Écho*.

L'affrontement se poursuit. La journée du mercredi 18 août en est l'illustration. La cour d'appel de Paris, réunie mercredi, n'a pas ordonné la

suspension de la décision du Conseil des marchés financiers (CMF) déclarant recevable l'offre de TotalFina, comme le demandait Elf. Au même moment, TotalFina publiait sa réponse à l'offre publique d'échange (OPE) d'Elf sur ses actions « convaincu que ce projet est destructeur de valeur » tant pour le futur groupe que pour ses actionnaires.

CARACTÈRE « ININTÉRESSANT »

L'argumentaire est industriel et financier. Dans ce document, le groupe pétrolier rappelle les raisons du rejet de cette offre par son conseil d'administration (*Le Monde* du 11 août) : séparation envisagée des activités chimiques, paiement d'une soulte en espèces qui ampute les capacités de développement futur du nouveau groupe et caractère « inintéressant » de cette proposition pour les actionnaires.

« Les coûts financiers générés risquent de compromettre le nouveau

groupe », affirme le document. Les rédacteurs épinglent le changement de stratégie d'Elf qui marque sa différence avec le projet Total en rendant autonomes les activités chimiques. « Après avoir développé les mérites de l'intégration entre la pétrochimie d'Elf Atochem et l'activité raffinage, notamment lors d'une présentation aux analystes financiers en mars 1998 à Paris, Elf propose à présent de créer une société chimique ». Cette séparation « a un coût fiscal très élevé, pouvant atteindre, selon les déclarations de la direction d'Elf, lors des récents roadshows américains, un maximum de 3,5 milliards d'euros ». Ce montant est « l'équivalent d'environ six années de dividendes nets d'Elf ». TotalFina parle d'« un risque substantiel » pour la valorisation d'une société chimique diversifiée indépendante, et d'une perte de synergies liée à l'intégration entre le raffinage et la pétrochimie.

Evoquant le futur groupe, la compagnie de M. Desmarest s'étonne aussi des synergies annoncées par Elf, qui seront « très supérieures à celles indiquées dans des opérations récentes », en se référant aux fusions BP-Amoco ou Exxon-Mobil.

PRÉSENTATION « CONFUSE »

Abordant la partie comptable et financière, TotalFina qualifie de « confuse » la présentation de l'offre d'Elf. Un différend oppose les deux groupes sur l'interprétation des comptes : ceux d'Elf sont aux normes américaines (US GAAP), ceux de TotalFina aux normes françaises. TotalFina estime qu'à la différence d'Elf, il pourra utiliser la méthode dérogatoire dite de « mise en commun d'intérêt » (*lire ci-contre*). Inspirée d'une pratique américaine (*the pooling of interests*), cette technique permet d'éviter d'amortir dans le temps les survalueurs (ou *goodwill*) liées à des

rachats ou des rapprochements. Si le rapprochement se fait quasiment (à 90 %) par échange de titres, les groupes fusionnent leurs bilans à la valeur comptable et n'intègrent pas la valorisation.

« Ce sont des opérations purement comptables » répliquait mercredi matin un banquier d'Elf. Il estime que « beaucoup d'arguments dans le document de Total ne tiennent pas la route », que ce soit ceux relatifs à l'interprétation des synergies ou à la prime qu'auront les actionnaires. Revenant sur le coût fiscal qu'engendrera la scission des activités chimiques, cet expert rappelle qu'il s'agissait d'une première estimation. Ayant affiné leurs calculs, ils ne parlent plus de 3,5 milliards d'euros : « Le plus probable se situe entre zéro en cas d'agrément fiscal et un milliard d'euros ».

Du côté des salariés, si la CFDT constate le durcissement de ton, elle souhaite que s'engagent rapidement

des discussions pour arriver à une solution amicale. Les salariés d'Elf, qui détiennent près de 5 % du capital, n'entendent pas rester inactifs. L'Association volontaires des actionnaires salariés (AVAS), favorable à la fusion des deux pétroliers, souhaite qu'elle « soit négociée rapidement ». Une autre association, l'ADIAS, proche de la CGC, appelle les actionnaires à « mettre Elf en position de réaliser une fusion négociée avec TotalFina » et « un rapprochement équilibré ». Elle réplique à l'ASAP, adossée à la CFTC, qui souhaite la réalisation de la fusion aux conditions de TotalFina. Avec le soutien de la direction, une nouvelle association, appelée UPERA (Union des personnels actionnaires du groupe Elf Aquitaine), vient de se créer – elle revendique déjà 200 adhérents – avec pour « mission prioritaire de soutenir le projet Elf ».

Dominique Gallois

La cour d'appel de Paris donne un avantage à TotalFina

Mercredi 18 août, la cour d'appel de Paris n'a pas ordonné la suspension de l'exécution de la décision du Conseil des marchés financiers (CMF), qui avait jugé recevable l'OPE de TotalFina sur Elf, le 9 juillet. Compte tenu de l'engagement du CMF de prolonger le délai de l'OPE jusqu'à ce que la cour ait rendu son arrêt, mi-octobre, sur le fond du dossier, le recours d'Elf est devenu « sans objet ». Le groupe, présidé par Philippe Jaffré, s'estimant désavantagé, avait déposé ce recours le 22 juillet, désirant que les deux offres s'achèvent au même moment. La décision de la cour est perçue comme un avantage pour TotalFina : elle ne change pas le calendrier.

Il s'agit de l'une des quatre procédures en cours. Le 30 juillet, un juriste d'Elf Atochem a saisi la cour contre le visa de la Commission des opérations de Bourse (COB) apposé sur la note d'information de TotalFina. En réplique, le 12 août, le groupe de M. Desmarest a saisi la cour contre la décision du CMF déclarant recevable l'offre d'Elf. Le lendemain, il déposait un autre recours contre le visa de la COB sur la note Elf.

Un gisement publicitaire

APRÈS le filon bancaire, un gisement de pétrole ? Sitôt finie la saga publicitaire entre la BNP, la Société générale et Paribas, un nouveau feuilleton s'installe dans les pages des quotidiens : la bataille boursière entre Elf et TotalFina profitera-t-elle autant à la presse que la guerre des banques ? Cette dernière, engagée début avril, aurait rapporté quelque 165 millions de francs de publicité aux médias, essentiellement aux quotidiens nationaux (*Le Monde* du 4 août). « Nous n'avons pas l'ambition de dépasser ce chiffre », répond, sur le ton de la boutade, Jean-Michel Hieaux, de RSCG Corporate, auteur, en association avec DDB, de la campagne que Elf a commencée samedi 14 août à la radio et lundi 16 août dans les principaux quotidiens nationaux.

Si Elf refuse de donner le budget prévisionnel de ses campagnes passées, présentes et à venir, TotalFina envisage d'y consacrer environ 15 millions de francs. De toute façon, pour approcher les budgets dépensés par les protagonistes des banques françaises, le temps manquera aux pétroliers. Au plus tard, la messe devrait être dite fin octobre, à l'expiration des recours juridiques contre l'offre TotalFina. Elf ne dispose donc que de quelques semaines pour convaincre ses actionnaires de la pertinence de son projet alternatif.

LA VOIX DE PHILIPPE JAFFRÉ

Au cœur de l'été, le groupe avait utilisé la radio pour rassurer ses actionnaires, puis la presse nationale pour accompagner le lancement de sa contre-offre. Les responsables de la communication du groupe ont ensuite persuadé le PDG, Philippe Jaffré, de « monter personnellement en ligne » pour expliquer que son but est aussi de faire « naître le 5^e chimiste mondial, pas seulement le 4^e pétrolier ». C'est sa voix qui, à la veille du 15 août, donnait rendez-vous aux auditeurs d'Europe 1, RTL et RMC dans les quotidiens du lundi 16. C'est lui-même, tout sourire

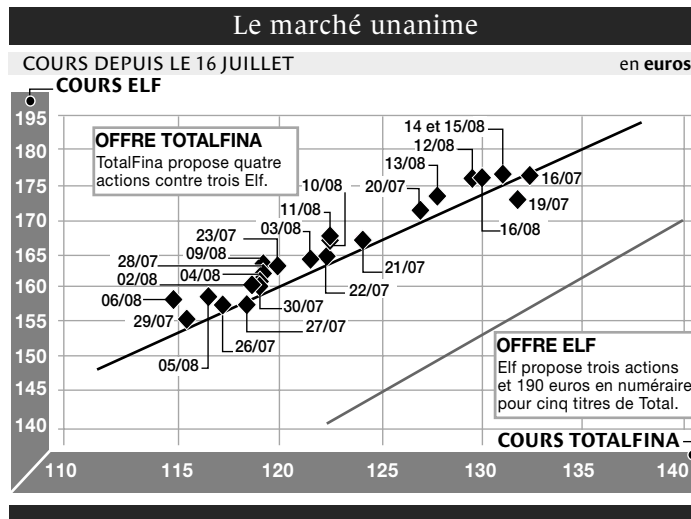
dehors, qui accueille le lecteur dans les pages et les doubles pages achetées pour une dizaine de jours dans *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *Les Echos*, *La Tribune* et *La Croix*.

Dans les semaines à venir, l'image du PDG devrait être à nouveau sollicitée, notamment dans la perspective de l'assemblée générale d'Elf, le 3 septembre, où devrait être votée une augmentation de capital. « Il s'agit de montrer à l'opinion, aux actionnaires comme aux salariés d'Elf, que le patron porte le projet dans sa dimension industrielle. » L'industrie, c'est du concret. « Une histoire d'hommes, pas seulement de chiffres », insiste M. Hieaux, qui ne souhaite pas imiter les campagnes « déshumanisées » et « un peu abstraites » de BNP et SG-Paribas.

Un souci partagé par TotalFina qui mise sur un « style chaleureux » pour la campagne publicitaire de quinze jours qui devait débiter le 20 août. « Nous avons tous été traumatisés par les campagnes des banques », explique Michel Delaborde, directeur de la communication de TotalFina. Pas de surenchère dans les graphiques, les chiffres ou les slogans, les deux adversaires excluent « toute agressivité » et revendiquent « un ton serein ».

L'OPE, puis la contre-OPE, ont-elles été présentées comme un affrontement Desmarest-Jaffré ? Le patron d'Elf assume, et met son charisme présumé au service d'un projet dont la complexité nécessite une certaine pédagogie. Chez Total, la photo de M. Desmarest pourrait aussi apparaître – « pour le message fondateur » de la future campagne –, mais Publicis Consultants, le conseil en stratégie de communication du groupe, mise surtout sur « l'antériorité et la simplicité » de l'offre. « La force de l'évidence » sera la signature des pages publicitaires de TotalFina, publiées dans la presse quotidienne nationale, les hebdomadaires financiers, voire quelques news magazines.

Jean-Jacques Bozonnet



La Bourse préfère l'offre de TotalFina

UN MOIS après le lancement de la bataille entre TotalFina et Elf pour leur prise de contrôle mutuelle, la Bourse n'a pas varié dans son avis. Elle penche toujours du côté de la première offre publique d'échange (OPE), celle déposée par TotalFina le 5 juillet, comme l'illustre l'évolution des cours ci-dessus. Les points apparaissant sur le graphique correspondent à l'intersection des cours quotidiens des deux pétroliers. Leur proximité d'une des deux droites traduit la préférence des investisseurs.

Les gestionnaires ne croient toujours pas au succès de la contre-offre d'Elf, interprétant cette initiative comme un moyen de pression, avant de futures négociations qui déboucheront sur une surenchère de Total. Chez Elf, au départ, ce décalage a été imputé à l'avance prise

par son concurrent parti le premier, la contre-offre ayant été déposée deux semaines plus tard, le 19 juillet. A présent, une autre explication – d'ordre technique – est avancée. Les analystes imaginent trois scénarios : Elf l'emporte sur Total, Total gagne sur Elf au prix proposé, enfin Total est obligé de surenchérir pour s'assurer la victoire. Dans l'expectative, les marchés s'aligneraient pour l'instant sur la deuxième proposition, jugée médiane.

Mais comme le rappellent les banquiers-conseils d'Elf, rien n'est joué. Dans la bataille pour la prise de contrôle de Telecom Italia, c'est Olivetti qui l'a emporté sur Deutsche Telekom, déjouant les prévisions des marchés.

D. G.

PHILIPPE JAFFRÉ est le premier dirigeant à avoir attiré l'attention sur le sujet. Début août, le PDG d'Elf s'en est pris aux méthodes comptables que voulait utiliser TotalFina, en cas de succès de son raid sur Elf. La technique envisagée, baptisée « mise en commun d'intérêts », ne pourrait pas, selon Elf, être appliquée, ce qui aurait un impact très sensible sur les résultats de la fusion. La Commission des opérations de Bourse (COB) publiait, à la suite de cette contestation, un avertissement précisant que TotalFina était « fondé à considérer comme possible l'application du régime dit de mise en commun d'intérêts ».

Cette polémique met en lumière un changement majeur intervenu dans les principes de comptabilité française. Fin avril, le Conseil national de la comptabilité a adopté une nouvelle méthode pour les comptes consolidés. Il a supprimé une dérogation accordée aux entreprises qui leur permettait d'imputer les écarts d'acquisition sur les fonds propres. En contrepartie, il leur offrait une mesure dérogatoire encore plus intéressante : la « mise en commun d'intérêts ».

Calquée sur une pratique américaine (*the pooling of interests*), cette technique, que la France est le seul pays européen à avoir adoptée, permet d'éviter d'amortir dans le temps les survaleurs (ou *goodwills*) liées à des rachats ou des rapprochements : l'ensemble des actifs des deux entre-

prises est inscrit dans le nouveau bilan à la valeur comptable. Pour les entreprises, l'avantage est immédiat. Même si les sociétés qu'elles souhaitent acquérir sont fortement valorisées – leur prix dépasse vingt à trente fois leur valeur comptable –, elles peuvent les racheter : elles n'auront pas à amortir les écarts d'acquisition, qui auraient largement entamé leurs bénéfices pendant des années. Ainsi, sans cette nouvelle norme comptable, les survaleurs liées à l'offre de TotalFina sur Elf seraient (avant réévaluation des actifs) de 27,5 milliards d'euros, selon la note d'information de TotalFina visée par la COB.

Plusieurs conditions sont posées, toutefois, pour l'utilisation de cette technique. L'acquisition doit être réalisée en une seule opération portant sur 90 % du capital de l'entreprise. De plus, elle doit être payée au moins 90 % en actions et, pendant deux ans, aucun remboursement de capital ou de rachat d'actions ne doit intervenir. Elf, qui a prévu un paiement en cash dans sa contre-OPE sur TotalFina, ne peut donc utiliser ce dispositif.

Aux Etats-Unis, où de semblables conditions ont été posées pour l'utilisation de cette technique comptable, les entreprises américaines ont su parfaitement s'y adapter pour bénéficier des avantages financiers qui y sont liés. C'est une des raisons qui expliquent la multiplication des « mariages entre

égaux », sous forme d'échange d'actions, et qui ne donnent lieu à aucune surenchère.

Elf, qui a prévu un paiement en cash dans sa contre-OPE, ne peut utiliser ce dispositif

De l'avis des experts, le « *pooling of interests* » serait même un des principaux soutiens à la vague des fusions qui sévit actuellement outre-Atlantique. Au point que le Financial Accounting Standards Board (FASB), l'organisme chargé d'édicter les normes comptables pour les entreprises américaines, a décidé, en avril, de le supprimer prochainement. Selon lui, cette technique, qui devait servir à des regroupements, a été détournée de son objet et est utilisée pour des simples acquisitions.

Le FASB souhaiterait instaurer une nouvelle mesure qui donne aux investisseurs une meilleure idée du coût de la transaction et de sa valeur dans le temps. Au lieu de la mise en commun d'intérêts, il préférerait la méthode de la juste valeur et de l'amortissement des survaleurs. De plus, la durée des amortissements

serait réduite de 40 à 20 ans, afin de se rapprocher des règles internationales de l'International Accounting Standards Committee (IASC), surtout utilisées par les entreprises européennes.

Une consultation a été lancée par le FASB pour tester toutes ces idées. Elle devrait s'achever à la fin de l'an 2000. Si les mesures que préconise l'organisme de contrôle de la comptabilité américaine sont adoptées, les opérations de fusion, dans leur forme actuelle, pourraient disparaître.

Les entreprises et des marchés risquent d'opposer une forte résistance pour éviter de tels changements. Les modifications des méthodes comptables souhaitées par le FASB ont, cependant, de grandes chances de voir le jour. De part et d'autre de l'Atlantique, un mouvement se dessine pour harmoniser les normes comptables, afin de ne pas créer de distorsion entre les groupes internationaux. Beaucoup réclament un très fort encadrement du « *pooling of interests* ».

Dans ce contexte, la technique de la mise en commun d'intérêts, adoptée en France au moment même où les Etats-Unis envisagent de l'abandonner, pourrait n'avoir qu'une vie éphémère. Tant elle donne un avantage évident aux groupes français sur leurs concurrents européens.

Martine Orange

Thomson-CSF prend pied en Australie dans la défense

LE CONSORTIUM réunissant Thomson-CSF et le groupe australien d'ingénierie Transfield a été choisi, mardi 17 août, par le gouvernement australien pour la privatisation d'Australian Defence Industries (ADI), les anciens arsenaux publics. « *Le budget australien de la défense n'est pas négligeable. Estimé à 20 milliards de francs, il est équivalent à celui de l'Italie*, précise Denis Ranque, le président de Thomson-CSF. *De plus, ce marché est particulièrement dynamique puisqu'il croît de 5 % par an.* »

En prenant le contrôle d'ADI, le consortium franco-australien devient le numéro un de la défense dans ce pays avec 15 % de part du marché. Il devance Tenex, candidat malheureux à la reprise d'ADI. Pour la privatisation d'ADI, Tenex s'était allié au groupe britannique GEC. Mais ce dernier est en passe de se marier avec son compatriote British Aerospace qui, en Australie, est déjà fortement implanté.

Créé en 1989 à partir des arsenaux publics, ADI est passé par une longue phase de restructuration. Aujourd'hui, il réalise un chiffre d'affaires de 550 millions de dollars australiens (335 millions d'euros) avec pour domaine d'activité les systèmes de communication, de commandement et les munitions. ADI a « pratiquement atteint les standards de rentabilité en vigueur dans la profession », explique M. Ranque. Le montant de l'acquisition n'a pas été dévoilé par le gouvernement australien. Mais, précise Thomson-CSF, le prix est raisonnable au regard du chiffre d'affaires. L'acquisition devrait donc avoir un effet positif sur les comptes du groupe français dès l'exercice 2000 et, en 2001, ADI devrait atteindre la même rentabilité

que Thomson-CSF. Pour l'instant, ADI réalise plus de 80 % de son activité avec le seul gouvernement australien. Mais Thomson-CSF nourrit pour ce groupe de plus hautes ambitions. Bénéficiant du savoir-faire de Thomson-CSF, ADI pourrait devenir un exportateur pour le marché de l'Asie-Pacifique.

OPÉRATEUR « MULTIDOMESTIQUE »

Grâce à cette opération, Thomson-CSF renforce sa présence internationale. Le groupe réalise déjà un quart de son chiffre d'affaires en France, un quart dans le reste de l'Europe et la moitié dans le reste du monde. A l'étranger, la stratégie suivie par Thomson-CSF est de devenir un opérateur « multidomestique ». En clair, Thomson-CSF veut s'implanter dans chacun des pays qui ont la volonté de développer une industrie de défense nationale. C'est le cas de l'Australie, qui est progressivement passée du statut de simple importateur de matériels de défense (jusqu'à présent essentiellement américains) à celui d'assembleur, puis d'assemblé. Désormais bien intégré dans le paysage australien de la défense, Thomson-CSF entend bien participer à la compétition qui s'engagera pour les prochains grands contrats militaires en Australie comme ceux portant sur la livraison d'hélicoptères de combat ou le réarmement complet de huit frégates.

Dans un entretien accordé au journal britannique *The Guardian*, mercredi 18 août, Denis Ranque a affirmé sa volonté de se renforcer également en Grande-Bretagne pour jouer le rôle de concurrent face au rapprochement entre British Aerospace et la branche militaire de GEC.

Enguérand Renault

François Pinault nommé un PDG pour l'Europe chez Christie's

UN AN après son rachat de la maison aux enchères londoniennes Christie's, François Pinault s'est lancé dans une vaste réorganisation qu'atteste la nomination du Français François Curiel, cinquante et un ans, au poste de PDG pour l'Europe. Expert en joaillerie, M. Curiel est entré en 1969 chez Christie's à Londres, avant de travailler à Madrid et à Paris. Ce diplômé de l'institut de gemmologie de Paris crée, en 1977, le département de joaillerie du bureau de New York. Il le dirige pendant douze ans au cours desquels Christie's disperse des successions américaines plus prestigieuses (Nelson Rockefeller, Florence Gould...). Nommé à la direction Europe, il devient en 1989 président de Christie's Suisse basé à Genève, le centre mondial des ventes de bijoux. Depuis 1998, il est vice-président de Christie's international et membre du comité exécutif chargé de la gestion quotidienne du groupe. Dans le cadre d'Artemis, holding du groupe Pinault comprenant notamment Christie's et Château Latour, François Curiel fait partie de « Arok » (« allons de l'avant » en breton), super-conseil de surveillance mis en place par le nouveau propriétaire de la salle de vente fondée en 1766 à Londres. (Corresp.)

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre Coca-Cola Beverages a gagné mardi 17 août à Londres 11,3 %, à 128,50 pence. La société d'embouteillage, filiale du géant américain, est en passe de fusionner avec l'entreprise grecque Hellenic Bottling... Le cours de Leeds Sporting a bondi mardi de 14,1 %, à 28,50 pence. Selon des informations parues dans la presse, la chaîne de télévision payante BSkyB devrait prendre 9,9 % du capital du club de football... La valeur Banco Bilbao Vizcaya (BBV) a progressé mardi de 2,14 %, à 12,41 euros. Selon le Sunday Times, la Lloyds souhaiterait acheter ou fusionner avec une banque espagnole et la BBV

serait sa cible la plus plausible. L'action privilégiée Jil Sander s'est appréciée mardi de 3,48 %, à 300,10 euros. Selon des informations parues dans Il Sole 24 Ore, la maison de mode italienne Prada aurait acheté 52 % du capital de sa consœur allemande, Jil Sander. Mais celle-ci a affirmé officiellement qu'elle n'a pas connaissance de l'entrée de Prada au sein de son tour de table... L'action Ciba Spécialités chimiques a perdu mardi 4,4 %, à 120 francs suisses. Le deuxième groupe chimique suisse a annoncé que son profit au premier semestre avait plongé de 53 %, à 121 millions de francs suisses.

Table of stock prices for Automobile sector (AUTOMOBILE) including Autovul SDR, Basf AG, BMW, Continental AG, DaimlerChrysler, Fiat, etc.

Table of stock prices for Banques (BANQUES) including Abbey National, Abn Amro Holding, Allied Irish Bank, Alpha Credit Bank, etc.

Table of stock prices for Télécommunications (TÉLÉCOMMUNICATIONS) including British Telecom, Cable & Wireless, Deutsche Telekom, etc.

Table of stock prices for Produits de base (PRODUITS DE BASE) including Aluminium Greek, Arjo Wiggins AP, Assidomaen AB, etc.

Table of stock prices for Consommation cyclique (CONSOMMATION CYCLIQUE) including Accor/Im, Adidas-Salomon, Alitalia, etc.

Table of stock prices for Pharmacie (PHARMACIE) including Elan Corp, Glaxo Wellcome, Hoechst AG, etc.

Table of stock prices for Conglomérats (CONGLOMÉRATS) including Aceri Rci, Agip, Cofir, etc.

Table of stock prices for Énergie (ÉNERGIE) including Aker Maritime, Bp Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for Construction (CONSTRUCTION) including Acciona, Accesa Reg, Aktor SA, etc.

Table of stock prices for Services financiers (SERVICES FINANCIERS) including Lasmo, Onv Ag, Petrolem Geo-S, etc.

Table of stock prices for Commerce distribution (COMMERCE DISTRIBUTION) including Arcadia Cmp, Boots Co Plc, Carrefour Rm, etc.

Table of stock prices for Haute technologie (HAUTE TECHNOLOGIE) including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

FINANCES ET MARCHÉS

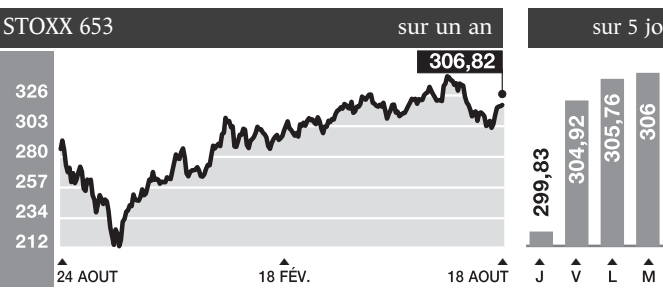


Table of stock prices for various companies including Granada Intl, Hermes Group, Hpi, etc.

Table of stock prices for Biens d'équipement (BIENS D'ÉQUIPEMENT) including Abb Particp, Abb Partt, Adecco N, etc.

Table of stock prices for Médias (MÉDIAS) including B Sky B Group, Canal Plus Rm, Carlon Communi, etc.

Table of stock prices for Biens de consommation (BIENS DE CONSOMMATION) including Ahold, Asda Group Plc, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for Commerce distribution (COMMERCE DISTRIBUTION) including Arcadia Cmp, Boots Co Plc, Carrefour Rm, etc.

Table of stock prices for Haute technologie (HAUTE TECHNOLOGIE) including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table of stock prices for Assurance (ASSURANCES) including Agf/Rm, Allianz Ass, Allianz Ag, etc.

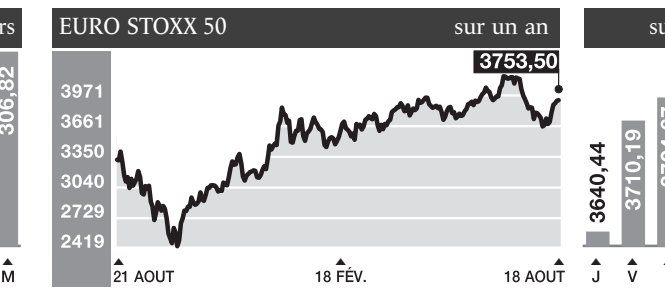


Table of stock prices for various companies including Axa/Rm, Cgu, Cnp Assurances, etc.

Table of stock prices for Biens d'équipement (BIENS D'ÉQUIPEMENT) including Abb Particp, Abb Partt, Adecco N, etc.

Table of stock prices for Médias (MÉDIAS) including B Sky B Group, Canal Plus Rm, Carlon Communi, etc.

Table of stock prices for Biens de consommation (BIENS DE CONSOMMATION) including Ahold, Asda Group Plc, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for Commerce distribution (COMMERCE DISTRIBUTION) including Arcadia Cmp, Boots Co Plc, Carrefour Rm, etc.

Table of stock prices for Haute technologie (HAUTE TECHNOLOGIE) including Alcatel Rm, Altec Sa Reg, Baan Company, etc.

Table of stock prices for Assurance (ASSURANCES) including Agf/Rm, Allianz Ass, Allianz Ag, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for Services collectifs including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for Euro Nouveau Marché including Airspray Nv, Antkova, C/Tac, etc.

BRUXELLES

Table of stock prices for Bruxelles including Envipco Hld Ct, Fardem Belgium B, Internoc Hld, etc.

FRANCFORT

Table of stock prices for Francfort including 1 & 1 Ag & Co.Kgaa, Aixtron, Augusta Beteilung, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing country codes for Zone Euro: FR: France, DE: Allemagne, ES: Espagne, etc.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

Table listing country codes for Hors Zone Euro: CH: Suisse, NO: Norvège, DK: Danemark, etc.

www.lemonde.fr VOYAGES Réservez et achetez vos billets d'avion

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS FRANÇAISES

Le titre Vivendi gagnait lors des premières transactions, mercredi 18 août, 0,77 %, à 71,70 euros. Au premier semestre 1999, le groupe a vu son chiffre d'affaires progresser de 23,4 %, à 18,2 milliards d'euros.

L'action Elf a ouvert en hausse de 0,51 %, à 177 euros, mercredi tandis que celle de TotalFina prenait 0,54 %, à 130,70 euros. TotalFina juge sévèrement l'offre publique d'échange lancée par son concurrent Elf, qualifiant notamment l'idée de séparation de l'activité chimique de « projet destructeur de valeur (lire pages 12 et 13) ».

Le cours de la BNP gagnait mercredi 0,47 %, à 74,50 euros, tandis que celui de Paribas était stable à 104,30 euros et que celui de la Société générale progressait de 0,49 %, à 183 euros. Le conseil d'administration de la Société générale a réaffirmé mardi son hostilité au projet de banque à trois prôné par la BNP.

Les actions des entreprises qui exportent en Asie sont favorisées par le renchérissement du yen face à l'euro. Ainsi, la valeur du géant du luxe LVMH s'apprécie de 0,21 %, à 280,60 euros, mercredi.

L'action Lafarge gagnait mercredi 0,57 %, à 97,75 euros. Le numéro deux mondial du ciment a ouvert avec le numéro trois du secteur aux Etats-Unis un terminal de distribution dans le sud de Chicago et quadruplé ainsi ses capacités de stockage.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 18 AOÛT Cours relevés à 10h 15 Liquidation : 24 août

Table of stock prices for French companies including B.N.P., Renault, Saint Gobain, etc.

Table of stock prices for various French companies including Bouygues, Canal+, Carrefour, etc.

Table of stock prices for international companies including American Express, A.T.T., Barrick Gold, etc.

Table of stock prices for international companies including American Express, A.T.T., Barrick Gold, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 17 AOÛT Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of stock prices for companies in the Nouveau Marché including ADL Partner, Alb Soft, etc.

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 18 AOÛT Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of stock prices for companies in the Second Marché including ADA, Aigle, Algeco, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 18 AOÛT Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of stock prices for companies in the Nouveau Marché including Dapta Mallin, Groupe J.C.D., etc.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 18 AOÛT Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of stock prices for companies in the Nouveau Marché including Emin-Leydier, Flammarion, etc.

SICAV

FCP

Une sélection. Cours de clôture le 17 août

Émetteurs

Table of SICAV and FCP data including AGIPI, BNP, CDC Tresor, etc.

SICAV

FCP

Une sélection. Cours de clôture le 17 août

Émetteurs

Table of SICAV and FCP data including AGIPI, BNP, CDC Tresor, etc.

SICAV

FCP

Une sélection. Cours de clôture le 17 août

Émetteurs

Table of SICAV and FCP data including AGIPI, BNP, CDC Tresor, etc.

SICAV

FCP

Une sélection. Cours de clôture le 17 août

Émetteurs

Table of SICAV and FCP data including AGIPI, BNP, CDC Tresor, etc.

AGIPI

BNP

CDC

Multi-Promoteurs CCBP-CDC

AGIPI

BNP

CDC

Multi-Promoteurs CCBP-CDC

AGIPI

BNP

CDC

Multi-Promoteurs CCBP-CDC

AGIPI

BNP

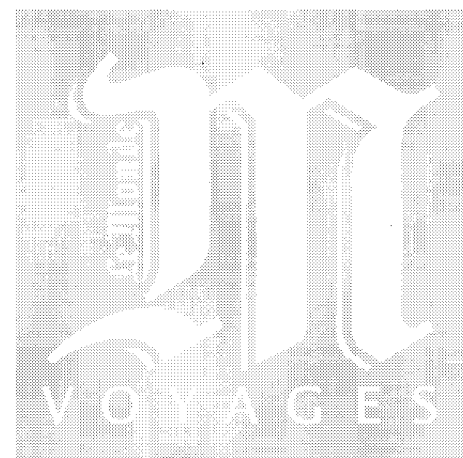
CDC

Multi-Promoteurs CCBP-CDC

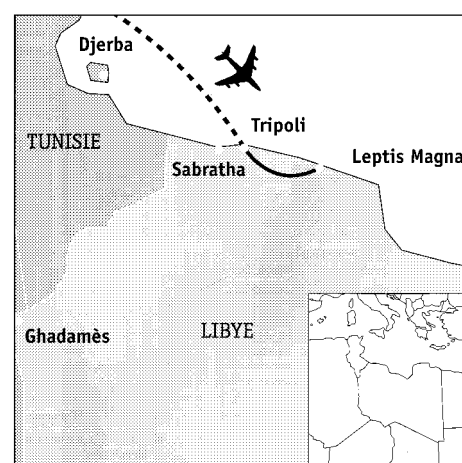
★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.

LEGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.



Voyagez avec Le Monde



Economie et société

Politique

Visite conférence du site classé patrimoine mondial de l'Unesco

Retour Paris.

swissair

Pour plus de renseignements sur ce voyage, contactez Voyageurs dans le Monde Arabe : Anne-Marie Duffoux - Tél : 01 42 86 17 14

Tous ces prix s'entendent hors taxes d'aéroport et assurance-annulation.

NOMINATIONS

EPISCOPAT

Mgr Albert de Montléon, qui était évêque de Pamiers (Ariège), a été nommé par le pape mardi 17 août évêque de Meaux (Seine-et-Marne). Il succède à Mgr Louis Cornet, né en 1923 et qui a atteint la limite d'âge de soixante-quinze ans.

[Né le 20 janvier 1937 à Paris, Albert de Montléon a fait ses études aux lycées Condorcet et Louis-le-Grand, ainsi qu'aux facultés de théologie et de philosophie dominicaines du Saulchoir près de Paris. Il est entré en 1957 dans l'ordre des dominicains. Après son ordination en 1964 et un séjour aux Etats-Unis (1966-1968), il a participé à la naissance du Renouveau charismatique, qu'il avait découvert aux Etats-Unis en 1970, exerçant des responsabilités dans la communauté charismatique de l'Emmanuel (1972-1988). Nommé évêque de Pamiers (Ariège) en août 1988, Mgr de Montléon a été membre du comité épiscopal des migrants (1988-1990) et est membre de la commission épiscopale de la liturgie et de la pastorale sacramentelle, qu'il préside depuis novembre 1997.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Bruxelles. Vienne.

Isabelle et Fabio FARNAROLI ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Paolo Hadrien,

le 16 août 1999, à Vienne.

Anniversaires de naissance

- Vingt ans.

Continue à nous émerveiller.

Bon anniversaire,

Benoît OWCZARCZAK.

Papa, maman, Anne-Sophie, Caroline, Yannick.

Mariages

Alice de DEHN et Cyril LE ROY

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 23 juillet 1999, à New York.

23, passage Reilhac, 75010 Paris.

Décès

- Claire, Odile et Jeannine Boniface font part du décès de

Jean BONIFACE,

le 15 août 1999.

Une célébration religieuse aura lieu le 19 août, à 10 h 30, en l'église Sainte-Bathilde, 43, avenue du Plessis, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine).

53 bis, boulevard Arago, 75013 Paris.

- Croissy-sur-Seine. Lille. Puteaux. Bonn Bad-Godesberg.

Le 16 août 1999,

Le Seigneur a rappelé à Lui, dans sa soixante-seizième année,

Alfred CALLU, chevalier de la Légion d'honneur, maire honoraire de Croissy-sur-Seine.

De la part de Thérèse Callu, son épouse, Marie-Joséphine et Vincent Dubois et leurs enfants, Elisabeth Callu, Marie-Anne et Didier Corpet et leurs enfants, Michèle et Rémi Callu et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, toute sa famille, et ses nombreux amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 août, à 16 heures, en l'église de Croissy-sur-Seine (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} le Doyen,

Les enseignants et le personnel de la faculté de philosophie, sciences humaines et sociales de l'université de Picardie - Jules-Verne d'Amiens, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Bernard CHABAUD, ingénieur d'études,

survenu le 11 août 1999.

Ils prient sa famille d'accepter leurs très sincères condoléances.

EQUIPEMENT

Gilles Ricono, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, a été nommé directeur du cabinet de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, par arrêté publié au *Journal officiel* du 14 août. Il remplace Francis Rol-Tanguy, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, chargé d'une mission de coordination des services de ce ministère et de préparation de la loi habitat, urbanisme et déplacements.

[Né le 7 mai 1947 à Rennes (Ile-et-Vilaine), Gilles Ricono est ancien élève de l'Ecole nationale des travaux publics (1968-1971) et de l'Ecole nationale des ponts et chaussées (1978-1979). Il a été ingénieur à la direction départementale de l'équipement de la Seine-Saint-Denis (1971-1977), chargé de la cellule environnement à la direction régionale de l'équipement de l'Île-de-France (1977-1978), directeur de l'agence d'urbanisme de l'agglomération stéphanoise (1979-1983), chargé de mission pour l'industrialisation du bassin stéphanois auprès du préfet de la Loire (1983-1984), chef du service des transports ur-

bains, régionaux et départementaux à la direction des transports terrestres du ministère de l'équipement (1984-1986). Adjoint au directeur départemental de l'équipement du Finistère (1986-1988), puis directeur de l'équipement des Deux-Sèvres (1989-1990), il fut ensuite conseiller technique, puis directeur du cabinet de Louis Besson, ministre délégué chargé du logement (1990-1991), étant parallèlement conseiller technique au cabinet de Michel

Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (1990-1991). Directeur du cabinet de Louis Besson à ce même ministère (janvier-mai 1991), il fut ensuite directeur général de l'établissement public d'aménagement de la Ville nouvelle de Marne-la-Vallée (1991-1997). Depuis octobre 1997, Gilles Ricono était directeur régional de l'équipement d'Île-de-France, avec rang et prérogatives de préfet.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 14 août sont publiés :

● **Retraite** : un arrêté fixant à 2,446 francs à compter du 1^{er} juillet la valeur du point de retraite complémentaire

● **Double affichage** : quatre arrêtés instaurant l'affichage simultané du prix d'achat au producteur et du prix de vente au consommateur, pour les pommes, les raisins de table, les tomates, les concombres, les pêches, les nectarines, les abricots, les melons et les poires.

Remerciements

- Les témoignages de sympathie reçus à la suite du décès de

Jacques LAGABRIELLE et de **Martin LAGABRIELLE,** son fils,

ont été accueillis avec une profonde émotion par Michèle Lagabrielle et ses enfants, Jean-Marie Lagabrielle, le frère de Jacques, sa femme Colette, et leurs enfants, Caroline Vareille, la compagne de Martin.

« *En Dieu seul le repos de mon âme, de Lui mon salut, Lui seul mon rocher, ma citadelle, Je ne chancelle pas.* » Ps. 62, 2.

Anniversaires de décès

- Il y a un an,

Vincent CARRIER

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

- Le 19 août 1989,

Gérard CHEVALIER

quittait les siens.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui, ou une prière en union avec sa famille.

M^{me} Jean Chevalier, sa mère, M^{me} Micheline Chevalier, son épouse, M^{me} Olivia Chevalier, sa fille.

- A la mémoire de mon père,

Paul LÉVY-ROOS, 6 février 1898-19 août 1962.

A son élégance

et à celle de ma tante, sa sœur,

Yvonne GUTMANN, 17 mars 1899-23 août 1993.

A la mémoire de

François LACHENAL,

notre ami, décédé à Genève, le 22 août 1997.

Lise Dunoyer.

Claire RAUZY

disparaissait le 18 août 1996.

Mais elle est toujours dans nos mémoires et présente à nos côtés.

Gérard, Antoine, Stéphane Rauzy.

Communications diverses

Jacques LEDERER publie chez Fayard « *La Nuit où Gérard retourna sa veste* ».

Pour continuer à croire aux lendemains qui chantent, lisez-le. Sa première lectrice.

Tous les jours dans le « Carnet du Monde »
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES
520 F TTC - 79,27 € 10 lignes
62 F TTC - 9,45 € toute ligne suppl.
☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36



GUIDO COZZI/ANA

La rude magie des Andes chiliennes

L'Atacama, dans la Cordillère chilienne, est un paysage aux multiples sortilèges. Avec des volcans, tel le Lascar, entre 5 000 m et 6 000 m d'altitude...

Des animaux insolites, comme la vigogne ou le nandou... Et des hommes, des Indiens, ignorés même par les « conquistadores », incrustés dans cette nature magnifique depuis des milliers d'années

SAN PEDRO DE ATACAMA de notre envoyé spécial

Depuis une éternité, le 4 x 4 brinquebalait sur les pistes du désert de l'Atacama. Le véhicule soulevait dans son sillage un nuage de poussière qui restait suspendu dans l'air immobile. Juan, le chauffeur chilien, un Indien atacameno, maniait le volant avec placidité, anticipant, sur ce terrain familier, la moindre ornière creusant le sol. Le chemin s'était maintenant cabré et la voiture se lançait hardiment à l'assaut des volcans.

Au petit matin, l'équipage avait quitté San Pedro en direction de cette chaîne montagneuse qui rougeoyait à l'horizon. Une douzaine de sommets découpaient leurs contours dans le ciel d'un bleu minéral. Il y avait le Sairecabur (6 100 m) et le Lascar (5 400 m), un volcan encore actif à en juger par la fumée de soufre qui s'en échappait. Il y avait surtout le cône parfait du Licancabur (5 900 m), que les Indiens avaient baptisé « Dieu le père des peuples ». Des fenêtres de l'hôtel, la pureté de l'atmosphère régnant sur ces

hauts plateaux désertiques les rendait presque palpables. Pourtant, il avait fallu rouler longtemps avant d'en atteindre les flancs, en longeant l'interminable Salar de l'Atacama, un tapis de sel gemme miroitant dans le soleil.

La route se hissait sans fin. La terre ocre et nue était parsemée d'une herbe folle, d'un jaune éclatant, nommée « paille brave » et dont les touffes ressemblaient à des milliers de hérissons. L'altimètre indiquait plus de 4 000 m. Au détour d'un virage, deux larges taches d'un bleu profond, déposées au pied de la sierra : les lagunes Miscanti et Miniques où s'ébattaient des canards noirs, les *taguas*, et des oiseaux blancs, les *blanquillos*. Un flamant rose caressait de ses ailes les eaux lisses. Sur la rive, cerclée d'une frange blanche, se dessinaient les ergots de vigognes, cousines sauvages des lamas et dont les troupeaux fa-

rouches s'éloignaient dans un galop éperdu à la moindre alerte. Au milieu de la pierraille vaquait un nandou, une sorte d'autruche. Un vertige saisissait alors l'intrus, qui n'était pas seulement dû à l'effet conjugué de l'altitude et du *pisco*, l'alcool

La civilisation des Atacameno

Le musée Padre Le Paige, à San Pedro, témoigne de la richesse de la civilisation atacamena. Missionnaire d'origine belge, Gustave Le Paige entama, de 1955 jusqu'à sa mort en 1979, de vastes fouilles archéologiques qui ont permis la collecte de dizaines de milliers de vestiges, dont des momies parfaitement conservées. Si les méthodes de cet autodidacte, disciple de Teilhard de Chardin, se sont un peu apparentées à celles d'un éléphant dans un magasin de porcelaines antiques, elles auront au moins eu le mérite de mieux faire connaître la culture atacamena, ses métissages successifs (au X^e siècle avec l'empire Tiwanaku, implanté en Bolivie, puis, vers 1450, avec l'empire inca) et le riche passé de cette région, occupée par l'homme depuis au moins quatorze mille ans, ainsi qu'en témoignent les pétroglyphes et les pictoglyphes omniprésents dans le désert, notamment dans la région de Chiu-Chiu. A visiter également : les pukaras, ces forteresses édifiées notamment à l'époque inca.

Carnet de route

● **Repères.** San Pedro de Atacama est situé à environ 1 500 km au nord de Santiago. La région est frontalière de la Bolivie et de l'Argentine. Encadré entre deux sierras, l'Atacama est un des lieux les plus arides de la planète, la présence d'une chaîne côtière le privant de toute influence maritime. Qui plus est, le courant froid de Humboldt plaque les masses d'airs sur la mer, empêchant ainsi la formation de nuages d'altitude capable de franchir cette muraille naturelle. Seule la zone spécifique de San Pedro profite du passage sporadique, entre décembre et février, de quelques perturbations venues de Bolivie. La conjugaison de l'altitude et du désert explique les températures clémentes dont bénéficie San

Pedro : entre 20° en juillet et 30° en décembre. Mais les nuits sont fraîches et le mercure peut dégringoler jusqu'à zéro degré. Vêtements chauds recommandés, d'autant que la température peut descendre à 20° au dessous de zéro lorsqu'on dépasse les 4 000 mètres.

● **Accès.** La compagnie nationale Lan Chile (tél. : 01-39-21-59-20) dessert quotidiennement le Chili depuis Madrid. Prix à partir de 4 950 F (755 €), A/R, vol Air France Paris-Madrid inclus. Air France (tél. : 0802-802-802) propose aussi six vols par semaine Paris-Santiago, à partir de 5 100 F (777 €), A/R. De Santiago, un vol intérieur (à partir de 1 500 F, 229 €) dessert Calama (Lan Chile peut le réserver depuis la France), d'où un bus permet de rejoindre San Pedro.

● **Voyagistes.** La plupart des

spécialistes de l'Amérique latine programment des séjours à la carte qui peuvent être couplés avec la visite de la Patagonie (d'octobre à mars), voire, pour les voyageurs fortunés, avec celle de l'île de Pâques. Le Monde des Amériques (tél. : 01-53-63-13-40) propose, depuis Calama, une formule en pension complète (4 jours/3 nuits à 8 035 F, 1 225 €) et une autre de 5 jours/4 nuits (11 520 F, 1 756 €) dans le meilleur hôtel de San Pedro avec, au choix, une dizaine d'excursions pour la journée. Voyageurs en Amérique du Sud (tél. : 01-42-86-17-70) programme une formule similaire ou un mini-circuit de trois jours (6 300 F, 960 €), Equinoxiales (tél. : 01-47-53-71-89), une formule de 3 jours/2 nuits (6 220 F, 948 €). Aux adeptes de la randonnée, Terres d'aventure (tél. : 01-53-73-77-77) suggère deux formules de 16 ou 22 jours (16 900 F, 2 576 €, et 21 300 F, 3 247 €, vol compris) entre le nord du Chili et la Bolivie, et Nouvelles Frontières (tél. : 0803-33-33-33) un circuit Chili-Bolivie, de Santiago à La Paz, à partir de 14 140 F (2 155 €), vol inclus. Consulter également les brochures d'Alibert (tél. : 04-76-45-22-26), Atalante (tél. : 04-72-53-24-80), Comptoir des déserts (tél. : 01-40-26-19-40), Explorator (tél. : 01-53-45-85-85) et Itinéraires (tél. : 01-40-40-75-15).

● **Étapes.** San Pedro de Atacama

Dans l'Atacama, la montagne offre l'eau que le ciel refuse désespérément. Par endroit, des cours souterrains affleurent sous forme de maigres rios coulant au fond d'une ravine. La vie s'est mise à sourdre autour de ces précieux filets. L'homme fait pousser en terrasse le maïs, la fève ou le *quinoa*, une sorte de riz. Il y coule tout juste de quoi étancher la soif quotidienne et arroser les cultures tous les vingt-deux jours ainsi que le prévoit le règlement draconien qui régit l'irrigation. Restent quelques gouttes pour les lamas tapis sous le maigre ombrage d'arbres rachitiques. La végétation s'appauvrit à mesure qu'on s'éloigne de l'eau : les cactus géants figurent les dernières bornes vivantes avant le néant.

Comment les anciens n'auraient-ils pas cru au génie du lieu quand l'eau jaillit soudain, bouillante, des geysers du Tatio, à 4 500 m d'altitude ? Au lever du soleil, par une température inférieure à 20 degrés, le liquide en ébullition frémit au fond des multiples failles et envoie des panaches de fumée qui obs-

truent le ciel. On croirait en étuve de l'enfer. Un peu plus bas, la même eau reparait, assagie, dans les thermes aménagés de Puritama où, à 40 degrés environ, elle fait, au milieu de canyons arides, le délice des baigneurs et des roseaux.

En signe de gratitude, les Indiens, bien que convertis au catholicisme, perpétuent le culte de ce sol mystérieux qui les nourrit et les abreuve. *Pancha Mama*, la mère terre en cunza, la langue disparue des Atacameno, est toujours vénérée et assimilée à Dieu dans une sorte de syncrétisme. Des cérémonies chamaniques sont organisées discrètement en amont des rios, autour des endroits où l'eau jaillit, entre deux rochers, des entrailles de la montagne. Les natifs ont baptisé ces sources « les yeux d'eau ».

MANNE DIVINE

Grâce à cette manne divine, l'homme s'est incrusté, avec humilité et obstination, dans cette région trop grande et trop dure pour lui. Et le développement économique, enregistré dans le reste du Chili depuis un siècle, ne l'a nullement persuadé à s'exiler. Certes, beaucoup d'Indiens vont travailler dans les mines de cuivre de Chuquicamata, à 100 km de là. Mais, une fois amassé un maigre pécule, ils reviennent ici, comme hypnotisés, jusqu'à ce que, la mort venue, on dépose au-dessus d'eux quelques fleurs en papier et une pauvre croix.

A Talabre, un pueblo où vivent 14 familles, le vieux village aux minuscules cahutes a bien été abandonné. Mais ce n'est que contraints par les militaires que les habitants ont, en 1985, déménagé 2 km plus bas dans des habitations avec l'électricité, le téléphone et la télévision. En 1994, quand le Lascar est entré en éruption et qu'il a menacé le nouveau lotissement, on a tenté de les éloigner encore un peu plus. En vain. « *Notre vie est ici* », résume Fabio Soza, robuste vieillard de soixante-dix-huit ans qui lie avec des gestes fermes et mesurés les fibres d'une corde. Et les gens de Talabre, comme ceux de Socaire, de Toconao ou de San Pedro, ont gardé leur vie immémoriale, faite d'une lenteur dont on ne sait si elle est une philosophie ou une sage précaution pour ne pas soulever la poussière.

Roberto Torres est lui aussi resté au pied des geysers du Tatio, quand la mine de soufre où il travaillait comme cuisinier a fermé, il y a sept ans. A soixante-seize ans, l'homme vit désormais seul avec ses deux chiens, à





GILLES RIGOULET



GILLES RIGOULET

An 2000 : les voyageurs multiplient les propositions de réveillons

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, on se prépare à accueillir cette année en chiffres ronds. Du moins presque partout : l'an 2000 du calendrier grégorien n'occultera pas les années 1378 de l'Hégire, 4697 du calendrier chinois, 1716 du calendrier copte et 5760 du calendrier juif. Pour les Portugais de Macao, le 31 décembre 1999 marquera un événement : la rétrocession du territoire à la Chine. Dans les pays musulmans, les festivités coïncideront avec le ramadan, qui, cette année, aura lieu du 9 décembre au 8 janvier 2000. A noter également que la fameuse soirée tombe un vendredi, début du sabbat.

Au hasard des brochures, on relève, chez Arts et Vie (tél. : 01-40-43-20-21), un tour du monde en avion avec double réveillon lors du passage de changement de date dans le Pacifique (33 jours, 62 000 F, 9 451 €) ; chez Hotelplan Voyages (tél. : 01-42-33-71-71), un autre tour aérien de 26 jours avec réveillon à Mérida, au Mexique, sous le signe du calendrier Maya (79 999 F, 12 195 €), et, chez Nouvelles Frontières (tél. : 0803-33-33-33), une croisière dans l'Antarctique, avec « la » soirée vedette sur un iceberg, dans la mer de Weddell (21 jours, 89 490 F, 13 641 €). Autre croisière, sous le soleil des Caraïbes cette fois, à bord du *Mistral*, dernier-né des Chantiers de l'Atlantique, avec 16 escales en 18 jours pour une note oscillant entre 42 160 F et 87 220 F (6 426 € à 13 295 €) par personne, au départ de Paris (Festival croisières, tél. : 01-47-42-67-67). Plus abordable (2 490 F, 380 €, 3 jours/2 nuits en couchette 2^e classe, repas non compris), le train « spécial disco » affrété par Peter Stuyvesant Travel (tél. : 01-40-74-00-00) pour faire la fête via Bruxelles, Amsterdam et Berlin.

Côté hôtels, on relève l'initiative d'un établissement des Bahamas, le Romora Bay Club (tél. : 00-1242-333-23-25 ou www.romora.com), petit havre de luxe sur une île de 20 km² nommée Harbour Island, qui non seulement programme 9 jours de festivités à compter du 26 décembre (9 jours/7 nuits, à partir de 28 000 F, 4 268 €, pour deux personnes, transport non inclus) mais propose de placer 1 200 F (182 €) au nom de chaque hôte et s'engage à les remettre, avec les intérêts, à ses descendants, le 31 décembre 2099.

Parmi les programmes plus abordables, une quinzaine de brochures « spécial réveillon » sont proposées par Accor Tour, Arts et Vie, Asia, les Ateliers du Voyage, Austral, Bennett Voyages, Compagnie des Etats Unis et du Canada, Donatello, Euro Pauli, Exotismes, Festival Croisières, Fram, Havas Voyages, Kuoni, Norvista, Nouvelles Frontières, République Tours, RevVacances, Tourinter, etc. D'autres sont annoncées. Certains voyageurs, notamment Arts et Vie et Nouvelles Frontières, ont élargi le champ de leur catalogue « spécial an 2000 » en y ajoutant des voyages à thèmes programmés tout au long de l'an prochain.

De rares exceptions près, les prix affichés gonflent de 15 % à 50 % par rapport à ceux de l'an dernier. Si cela peut se concevoir dans le cas de programmes sur mesure, l'augmentation semble injustifiée lorsque les plus sont modestes, type demi-bouteille de champagne supplémentaire... Sans parler des propositions qui, baptisées « réveillons », laissent

aux voyageurs la liberté d'organiser la soirée concernée ou la facturent en supplément !

En France, où les festivités de l'an 2000 s'étendront du mois de septembre jusqu'en l'an 2001, les programmes conçus par les organisateurs de voyages consistent surtout en une soirée particulière, le 31 décembre, lors d'un séjour plus ou moins identique à ceux programmés les années précédentes. Au fil des brochures, une soirée spéciale sur le thème des cinq continents dans les cinq résidences Arts et Vie ; un « tour du siècle en moins de huit jours », avec animation quotidienne, dans les douze résidences Maeva (tél. : 01-46-99-53-50), à partir de 4 970 F (757 €) en demi-pension ; un réveillon à bord d'un bateau, à partir de 4 285 F (653 €), ou une soirée de gala au Pavillon Elysées, à partir de 7 690 F (1 172 €), chez Visit France (tél. : 0803-309-309).

LES GRANDS CLASSIQUES

En Europe, tous les grands classiques des réveillons sont au rendez-vous, de Vienne à la Laponie. Une soirée de valse au bal de l'Empereur, dans la capitale autrichienne, coûte, pour un forfait de 4 jours/3 nuits en pension complète en hôtel 3-étoiles, vols et visites inclus, un minimum de 13 280 F (2 024 €) chez Euro Pauli (tél. : 01-42-86-97-04), grand spécialiste de la destination. A Rome, où une veillée de prières est organisée à Saint-Pierre le 31 décembre, Donatello (tél. : 01-44-58-30-81) propose des forfaits, avec ou sans soirée du réveillon, à partir de 2 875 F (438 €) pour 4 nuits en hôtel 3-étoiles avec les petits-déjeuners et l'avion. En Laponie, qu'elle soit suédoise, finlandaise ou norvégienne, les spécialistes (Norvista, Bennett, Scanditours/Kuoni) prévoient une soirée originale pour le 31, avec danses en plein air ou gigantesques feux près d'une rivière gelée, en complément d'un séjour voué aux traditionnelles activités hivernales : de 9 000 F à 15 000 F (1 371 € à 2 286 €) la semaine, tout compris.

Dans le bassin méditerranéen, aux Seychelles ou encore aux Caraïbes, les séjours balnéaires, vedettes de cette période de l'année, sont, pour l'occasion, agrémentés d'une soirée de gala. Les forfaits d'Austral, d'Exotisme, de Fram ou encore de Tourinter débutent à environ 12 000 F (1 829 €) par personne. Enfin, en Terre sainte, où le réveillon de Noël proposé par la Procure/Terre entière est déjà complet, les programmes du Nouvel An laissent libre cours à des fêtes païennes qui jouent habilement la carte de l'alibi culturel. Ainsi le forfait « 2000 en terres bibliques, pays de l'an 1 », d'Accor Tours (tél. : 01-44-11-11-50), propose-t-il un combiné Israël/Jordanie de 6 nuits avec soirée du réveillon dans le désert, à quelques kilomètres de Petra (15 700 F, 2 393 €).

Tous les spécialistes du désert convient à passer le Nouvel An dans le dénuement d'un décor ascétique. Mais, pour le moment, dans ces invitations à planifier dès maintenant son entrée dans l'an 2000, le niveau des réservations est encore bien timide. En attendant la montée en puissance espérée par les voyageurs, ces derniers devront se contenter d'un modeste frémissement.

Eve Jusseaume

Un désert inoubliable, de dunes et de roches artistiquement découpées par l'érosion, à plus de 4 000 m d'altitude : la vallée de la Lune (ci-dessus).

Près des frontières avec la Bolivie et l'Argentine, l'Acatama, coincée entre deux chaînes montagneuses, est un des endroits les plus arides de la planète. Ici, le « pueblo » de Peine.

Les geysers du Tatio : l'eau y surgit en ébullition dans un air frais, à 4 500 m d'altitude (page de gauche).

4 500 m d'altitude, au milieu des ruines de l'exploitation. Il était venu d'ailleurs et n'a plus eu envie d'y retourner. « La vie est bonne ici », dit-il, simplement.

Et c'est ainsi depuis des milliers d'années. Pancha Mama a permis que s'enracine dans ses parages non pas seulement quelques misanthropes mais une vraie civilisation, féconde et prospère, qui devait coexister

successivement avec les empires Tiwanaku et Inca. Du temps de la colonisation, les *conquistadores* caparaonnés avaient ignoré cette contrée dépourvue d'or et de métaux précieux. Tout juste avaient-ils pris le temps de massacrer, en passant, les résistants retranchés dans la citadelle de Quitor. Une fois indépendant, l'Etat chilien se contentera, quant à lui, d'épuiser les mines

de salpêtre de l'endroit. Mais depuis une décennie, la jeunesse chilienne a découvert une sorte de mirage libertaire dans ce lieu sans banque et sans clé sur les portes. Les nouveaux arrivants y posent leurs valises pour une semaine qui devient des années, le temps de s'essayer à une vie alternative. Profitant du développement touristique, ils repapent les vieilles maisons en adobe

Week-end tastevin dans les côtes du Rhône

Sur la rive gauche du Rhône, au sud de Valence, les chaînes montagneuses alpines font place à des arêtes transversales d'est en ouest : les Baronnies, le Ventoux et les Dentelles de Montmirail. Des massifs escarpés, souvent hachés à leur extrémité, avec ce profil brusque que les Provençaux appellent « baou ». Sous ce climat méditerranéen prospèrent l'olivier et surtout la vigne, culti-



vée sur d'immenses terrasses fluviales et des côtes formés d'éboulis déposés par les affluents capricieux du Rhône, l'Aigues et l'Ouvèze. Point de départ : Grignan, en Drôme provençale, où la fille de M^{me} de Sévigné, Françoise, épousa, à vingt-trois ans, le comte de Grignan, lieutenant général du roi en Provence. Sur les lettres de la Marquise, une adresse, en toute simplicité : « Au château royal de Grignan ». La visite du

village provençal miniature (La Petite Tuilière, 26230 Grignan, tél. : 04-75-46-91-68) restitue l'atmosphère qui régnait jadis dans cette bourgade de l'arrière-pays. Cap ensuite vers Valréas, enclave des anciens Etats pontificaux, avec ses restes de splendeurs médiévales. En direction de Nyons, on suit le cours de l'Aigues, jusqu'au Domaine Gramenon (26770 Montbrison-sur-Lez, tél. : 04-75-53-57-08), où Philippe Laurent vinifie les grenaches de sa cuvée des Ceps centenaires. A Nyons, la route des vins croise le chemin des oliviers. A Vaison-la-Romaine, le jeune Frédéric Armand, du Domaine Saint-Claude (84110 Le Palis, tél. : 04-90-36-23-68), redore le blason de l'antique vin des Voconces.

Près du Ventoux, ce « miroir des aigles » évoqué par le poète René Char, qui se souvenait de l'ascension qu'en fit Pétrarque, les vins ont un caractère rustique et généreux. Tulette puis Sainte-Cécile-Vignes fournissent les gros bataillons des côtes-du-Rhône. Au Domaine de la Présidente (tél. : 04-90-30-80-34), le délicat château de Galliffet, de Max Aubert, impose sa présence florale. A Rochegude, la table du château est dressée par André Chabert, hôte et conteur merveilleux (tél. : 04-75-97-21-10). Une visite à l'Université du vin de Suze-la-Rousse, dans l'ancien rendez-vous de chasse des princes d'Orange (XII^e siècle), s'impose. Viennent ensuite des sites et des vins plus connus. Cairanne et son excellente coopérative, où l'on

rend visite (sur rendez-vous) à deux vigneron : les frères Berthet-Rayne (tél. : 04-90-30-88-15) pour leur élégante cuvée prestige (Castel Miréio) et Marcel Richard (tél. : 04-90-30-85-25). Et encore Rasteau, village perché, Séguret, bourg de petite montagne (Table du Comtat), et Sablet, serré dans ses remparts. C'est la région des vins amples et capiteux. A Gigondas, au pied des Dentelles, les puissants nectars peuvent rivaliser avec bien d'autres plus renommés. Au Domaine Les Pallières (tél. : 04-90-65-85-07), la famille Brunier est à l'œuvre depuis que Pierre Roux s'est résolu à vendre sa propriété, la plus belle de l'appellation. Enfin, au château des Tours (quartier des Sablons, 84260 Sarrians, tél. : 04-90-65-41-75), Emmanuel Raynaud partage son temps entre ce domaine et Châteauneuf-du-Pape, où il a succédé à son oncle Jacques, le magicien du château Rayas.

de notre envoyé spécial Jean-Claude Ribaut

★ A Valréas, deux bonnes tables : le Grand Hôtel (tél. : 04-90-35-00-26) et Délice de Provence (tél. : 04-90-28-16-91). A 3 km de Vaison-la-Romaine, une maison d'hôtes (5 chambres) dans une bastide de charme, à La Combe (chemin de Sainte-Croix, 84110 Vaison, tél. : 04-90-28-76-33) : un site exceptionnel, face au Ventoux, et l'accueil prévenant de Marie Ballis. Le soir, cuisine familiale.

– un mélange de boue et de paille séchée –, ouvrent un bar branché, un restaurant, une boutique d'artisanat ou une agence spécialisée dans la randonnée. Et tant pis si, à San Pedro, l'électricité, pour qui ne dispose pas d'un générateur, ne fonctionne que quelques heures par jour : les soirées de ce bourg de 5 000 habitants sont encore plus gaies à la lueur des bougies.

Les charmes du lieu envoûtent cette nouvelle génération. Ils suscitent un attachement psychédélique et mystique que les anciens entretenaient en inhalant des graines hallucinogènes et que les contemporains perpétuent en fumant, à l'occasion, quelque drogue douce. « Dieu est une nécessité », est-il écrit sur une pierre de la vallée de la Mort, collines de poussières, aux portes de San Pedro. Et l'homme continuera de succomber à la rude magie de l'Atacama, tant que Pancha Mama voudra bien faire pleurer ses yeux d'eau.

Benoît Hopquin

EVA SION
Publicités

BALI SEPTEMBRE / OCTOBRE
15 j / 12 n à partir de **5 840 F**
Vol régulier départ PARIS et PROVINCE + 12 nuits hôtel 3* en chambre double, petit déjeuner inclus + 5 excursions, et les Transfers. 25 hôtels au choix, du 3* au 5*. Réduction enfant : nous consulter. Taxes aéroport : à ce jour + 150 F / personne.
Directeurs, Voyages Individuels à la carte www.directours.fr Minitel 3615 Directours (221 000) AGENCE au 90 av des Champs Elysées, Paris 8^{me}.
Téléphone **01.45.62.62.62** Province **08.01.63.75.43** (numéro vert)
Directours
Membre SHAV - Garantie APS

3615 Réducteur
<http://www.reducteur.fr>
Les vacances en direct
SEJOUR d'une semaine en GUADELOUPE
7 nuits hôtel KARAIBES 2* à Gosier. Base chambre double en logement seul. Vol charter départ Paris.
2 880 F*
Départs de Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nice, Strasbourg, Perpignan et Toulon
3 340 F*
* Prix par personne en sept., oct., nov. 99 hors taxes aéroport.
3615 RT (de 1,01 F à 2,23 F/mn)
08 36 68 28 27 (2,23 F/mn)
www.reducteur.fr
Licence 095960001 - Offres selon disponibilité

Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIERE MINUTE !!!
Spécial départs immédiats ! Prix exceptionnels à saisir : + de 11 000 départs !
3617 airévasion
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !
3617 écovoyage
Voyages aux enchères ! Mise à prix : **100F**
3617 AIRPORT
RCS B 392 399 689 - 3617 - 5,57 F/mn - LIC 01397 0006 - Tél. 0 803 833 833 - *Hors coût CP

Belles éclaircies

JEUDI. Un front instable circule sur la Manche, donnant encore des averses près des côtes. Une zone dépressionnaire, située sur l'Espagne, dirige des masses d'air instable en Méditerranée, accompagnées d'ondées orageuses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages et les belles éclaircies alterneront sur l'ensemble des régions. Près des côtes, les nuages seront plus nombreux, avec des averses, surtout l'après-midi. Il fera de 19 à 22 degrés au meilleur moment de la journée.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur Nord-Picardie, les nuages seront nombreux près des côtes, avec des averses. Ailleurs, le ciel sera peu nuageux le matin, puis, l'après-midi, les nuages et les éclaircies se partageront le ciel. Les températures maximales avoisineront 20 à 24 degrés.

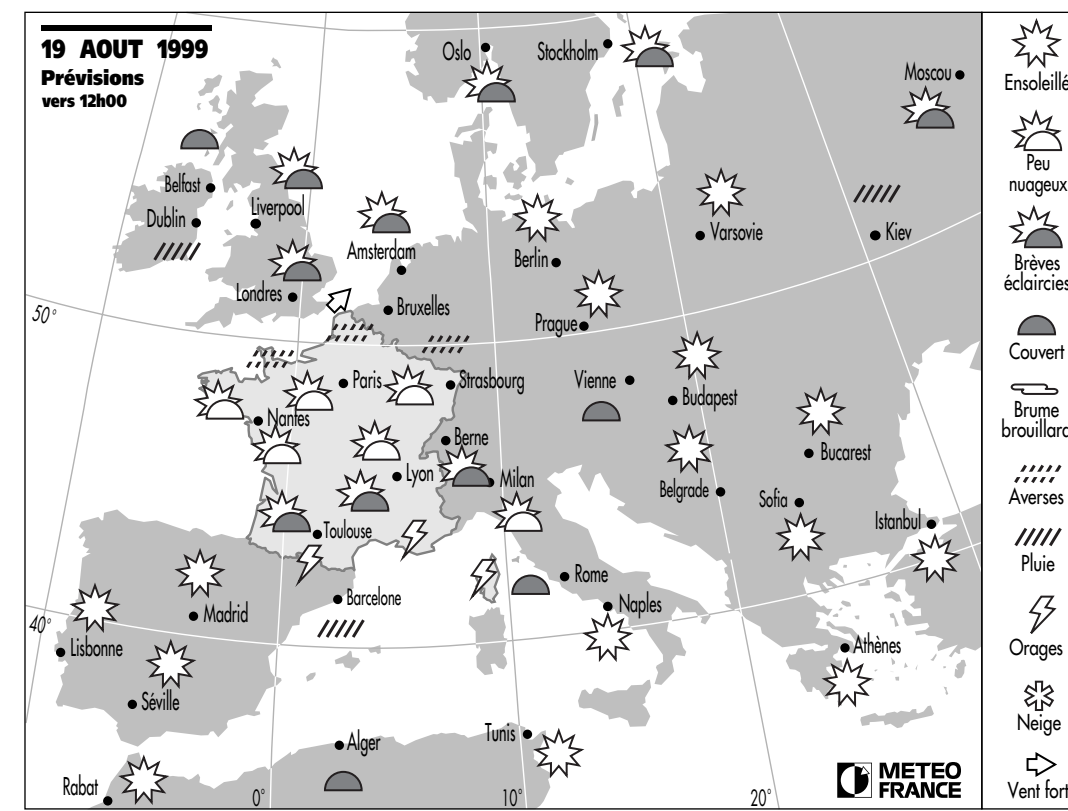
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le soleil du matin laissera place à un

ciel plus nuageux l'après-midi, avec encore de belles éclaircies. Le thermomètre marquera 20 à 24 degrés au meilleur moment de la journée.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Poitou-Charentes, les nuages et les belles éclaircies alterneront. Ailleurs, les nuages seront nombreux, avec des ondées orageuses sur le sud de Midi-Pyrénées l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 24 à 27 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les éclaircies du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi. Des ondées orageuses gagneront les Alpes l'après-midi. Il fera de 24 à 27 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les passages nuageux deviendront nombreux en cours de matinée, puis le ciel sera très nuageux l'après-midi, avec des ondées et des orages locaux. Les températures maximales avoisineront 26 à 29 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **IRLANDE.** Promotion chez Havas Voyages qui, jusqu'en septembre, propose des vols quotidiens Aer Lingus entre Paris et Dublin, Cork ou Shannon à 652 F, 99 €, A/R, taxes d'aéroport comprises. Renseignements au 01-41-06-41-23 ou 0803-817-000 et Minitel 3615 Havas Voyages.

■ **FRANCE.** Voyageurs du monde poursuit son développement régional avec l'acquisition de la société Rallu Voyages, ce qui, après Paris, Lyon et Toulouse, permet à ce voyageur (et à sa filiale Comptoir), spécialiste de destinations long courrier, de s'implanter en Bretagne à Rennes, Saint-Malo et Fougères.

■ **CHINE.** Devant l'augmentation du nombre de touristes, la municipalité de Chongqing a décidé d'ouvrir quatre nouvelles routes de bus afin de relier le centre de la ville aux sites de Dazu, des Trois Gorges et des chutes de Tonjing.

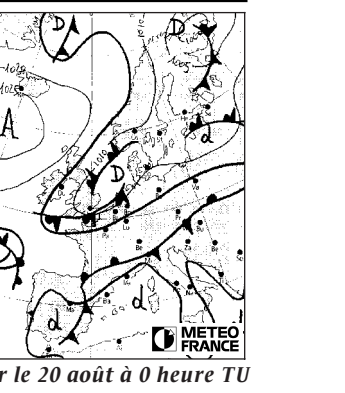
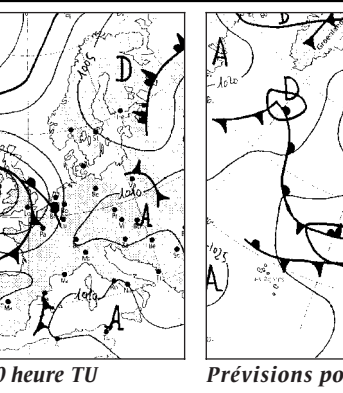
PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT 1999

Table of weather forecasts for various French cities including Paris, Lyon, Marseille, etc., with temperature and weather icons.

Table of weather forecasts for cities in Europe such as London, Berlin, Paris, Rome, etc.

Table of weather forecasts for cities in North America including New York, Los Angeles, Chicago, etc.

Table of weather forecasts for cities in Asia and Oceania including Tokyo, Sydney, London, etc.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99196

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

Crossword puzzle grid with numbers 1-12 indicating the starting positions for the words.

HORIZONTALEMENT

I. Point de rencontre qui facilite les mouvements. - II. Voir l'importance des choses. Prise en connaissance. - III. N'est pas toujours sûr, chez les optimistes. Se tortill. - IV. Vous transforme en citron. Lin mal tissé. - V. Barba ou attaqué la barbe. Reste au fond des cours. Enfile. - VI. Va avec la manière. Passage en cours. Tous les associés. - VII. Le fond des choses. Un allemand au service de la France. - VIII. En opposition sur les roses. Que l'on a peu de chance de

VERTICALEMENT

rencontrer. - IX. Travailles à la pièce. Lance un appel en forêt. - X. Le premier fut le Bon. Philosophe américain.

SOLUTION DU N° 99195

HORIZONTALEMENT I. Boute-en-train. - II. Adresse. Anne. - III. Lens. Perfusé. - IV. Luette. Orbes. - V. Or. Africain. - VI. Atre. Hissé. - VII. Taira. HEC. Im. - VIII. Abri. Au. BP. - IX. Ge. Camarilla. - X. Erreurs. Sien.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1854

Bridge problem section including a deal (942, D76, 95, V93) and a question about a contract.

L'ÉCOLIÈRE EN DÉFENSE

Lors d'un championnat de bridge scolaire en Pologne, une jeune collègienne de douze ans a réussi à faire chuter ses jeunes adversaires grâce à un raisonnement logique.

Large advertisement for 'Le Monde' magazine featuring a globe wearing sunglasses and subscription information.

Les stars sont bien de ce monde

Coup de foudre à Notting Hill. Julia Roberts semble avoir aboli toute distance entre elle et le personnage qu'elle incarne

Film américain de Roger Mitchell. Avec Julia Roberts, Hugh Grant, Gina McKee, Hugh Bonneville. (2 h 03.)

Coup de foudre à Notting Hill est un film avec, mais aussi sur Julia Roberts. On s'était habitué à voir les vedettes hollywoodiennes tenir malgré elles, lorsque leur carrière tendait vers sa fin, leur propre rôle dans des séries B ou des séries télévisées, signe que leur personne possédait plus de poids que les rôles qu'on pouvait leur offrir.

Alors que le pouvoir d'attraction de cette star n'a jamais été aussi grand, et qu'elle s'affirme comme la seule comédienne américaine capable d'assurer à un film de franchir la barre des 100 millions de dollars, Julia Roberts semble avoir aboli, dans ce nouveau film, toute distance entre elle et le personnage qu'elle incarne à l'écran.

Écrit par Richard Curtis, le scénariste de *Quatre mariages et un enterrement*, avec de nouveau Hugh Grant en vedette, *Coup de*



Julia Roberts dans « Notting Hill » : une gigantesque auto-promotion.

foudre à Notting Hill met en scène le comédien britannique en librairie désœuvré, malheureux en amour, qui voit arriver dans sa boutique, à sa grande surprise, la star de cinéma américaine Anna Scott (Julia Roberts), de passage incognito à Londres. Pour vivre leur romance, William et Anna devront éviter plusieurs écueils : Spike, colocataire encombrant ; les paparazzis, qui, à l'affût de la célèbre Anna Scott, envahissent l'appartement du pauvre William ; les états d'âme de cette dernière, partagée entre les exigences de sa carrière et ses anciens amants (dont Alec Baldwin, qui fait une apparition très drôle dans son propre rôle) ; et les difficultés de Hugh Grant, déstabilisé par sa romance avec une star mondiale.

Coup de foudre à Notting Hill semble compiler tous les films précédents de Julia Roberts. Il joue sur les personnages qu'interprétaient l'actrice américaine dans *Le Mariage de mon meilleur ami* et *Pretty Woman*. Il utilise, comme ce dernier film, le ressort du conte de fées : cette fois, c'est un homme ordinaire qui a la pos-

sibilité de vivre une romance avec une star du cinéma. Les images qui défilent pendant le générique sont d'ailleurs extraites de reportages d'actualité. On y voit Julia Roberts sourire sans cesse. Elles n'ont pas de mal à nous convaincre que derrière Anna Scott se cache Julia Roberts, *Coup de foudre à Notting Hill* se révélant alors une ode au charme de l'actrice.

UNE ÉCRITURE ET DE L'IRONIE

Depuis *Pretty Woman*, Julia Roberts a rarement quitté cet emploi de jeune femme dont le sourire dévastateur fonctionne à merveille dans les comédies romantiques hollywoodiennes. En déclinant ce même personnage d'ingénue, l'actrice semble transformer *Notting Hill* en gigantesque outil de promotion chargé de vanter les mérites de Julia Roberts. Dans ses meilleurs moments, ce nouveau film se révèle une comédie honnête, avec notamment une galerie de personnages secondaires très bien écrits – de Spike, le colocataire loufoque de William, à sa famille, qui déses-

tenir le poste convoité. *Supersens* est un film comique supposé tirer parti d'un postulat « scientifique », source de différents gags dont certains d'un goût douteux. Malgré une certaine grossièreté, le film, avec son éloge de l'opportunisme et de l'intégration sociale, est extrêmement bien-pensant.

Jean-François Rauger
S. Bd.
Film français de François Ozon. Avec Natacha Régnier, Jérémie Renier, Miki Manojlovic. (1 h 30.)

LA VIE NE ME FAIT PAS PEUR
Lire page 23
LE 13^e GUERRIER
Lire page 23
COUP DE FOUORE À NOTTING HILL
Lire ci-dessus
LET'S TALK ABOUT SEX PASSE VIRTUEL
Les critiques de ces films paraîtront dans de prochaines éditions.

NOUVEAUX FILMS

LES AMANTS CRIMINELS

■ Deux adolescents, Luc et Alice, décident d'assassiner un camarade de classe qu'Alice accuse de l'avoir violée. Après l'avoir poignardé, les deux amants décident d'enfouir le cadavre dans la forêt. Ils y sont observés par un homme étrange qui va les séquestrer dans la cave de sa maison au milieu des bois. Il commence à s'éprendre de Luc, alors qu'Alice est maintenue sous terre, dans le but d'être cuisinée puis dégustée par cet ogre. Difficile, le mélange du fait divers et du conte de fées engendre cette impression de voir dans *Les Amants criminels* deux films distincts qui cohabitent très mal ensemble. Une structure étoilée, où apparaissent de nombreux flash-backs destinés à expliquer les motivations des deux per-

sonnages et leur transformation en meurtriers, ne fait qu'accroître le gouffre qui sépare le réalisme de l'onirisme, la description d'un comportement délinquant associé à un symbolisme trop évident. Reste un exercice de style qui lasse rapidement.

SUPERSENS
■ Un étudiant désargenté, bien décidé à intégrer un cabinet financier accueillant l'élite de l'université, accepte de servir de cobaye à un savant qui lui injecte une drogue ayant la capacité de multiplier ses capacités sensorielles. Il devient un sorte de surhomme qui met à profit l'amplification de ses sens pour ob-

Quand Hubert Robert faisait les délices de Saint-Petersbourg

HUBERT ROBERT ET SAINT-PÉTERSBOURG. Les commandes de la famille impériale et des princes russes entre 1779 et 1802. MUSÉE DE VALENCE, 4, place des Ormeaux. Tél. : 04-75-79-20-80. Ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Nocturne le jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 3 octobre. 30 F (4,57 €).

VALENCE (Drôme)
de notre envoyé spécial
La présence d'Hubert Robert à Valence est ancienne, puisqu'en 1835 un mécène fit don à la ville de quatre-vingt-treize dessins à la sanguine, base d'une collection qui s'est enrichie depuis.

L'importance de ce fonds a soutenu la démarche de la conservatrice, Hélène Moulin, auprès des autorités russes. Elles ont accepté de prêter les œuvres décoratives du peintre français provenant du Musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg et des anciens palais princiers. Il en résulte une exposition d'un grand charme : on comprend bien comment « Robert des ruines » a pu séduire une époque qui a reconnu dans son œuvre sa propre sensibilité à la fois rousseauiste et antiquisante. Elle témoigne de l'ouverture de la Russie du XVIII^e sur l'Europe : les collec-

tions impériales russes étaient plus riches en œuvres d'artistes français que les collections royales de France.

L'exposition prend Hubert Robert la main dans son sac à provisions romain, empli de notes et de croquis exécutés pendant son séjour à l'Académie de France pour « fabriquer » ruines et jardins. A Valence, sanguines ou lavis tirés du fonds du musée ou d'autres collections accompagnent de fait assez souvent les grands tableaux.

C'est à Rome qu'Hubert Robert rencontra le comte Stroganov, haut personnage de la cour de Catherine II. Quand il le retrouva à Paris, le comte se fit l'introduit de son art auprès de l'impératrice. Si le peintre résista aux invitations d'aller en Russie, il n'en fut pas moins l'objet à Saint-Petersbourg d'un véritable engouement, en tant que peintre et maître des jardins. Un tableau participe de cette situation paradoxale : un paysage de Tsar-koïe Selo qu'Hubert Robert signa en caractères russes alors qu'il le peignit à Paris sur les indications du comte Stroganov.

Le prince Youssouppov, grand voyageur des capitales européennes, fit connaître l'atelier du peintre au « comte » et à la « comtesse du Nord », pseudonyme romanesque autant que transparent du grand-duc Paul Pe-

trovitch et de son épouse. Les hôtes impériaux commandèrent des peintures pour leur résidence de Pavlovsk, alors en construction, dont le parc s'ordonne à la Hubert Robert. Le prince lui-même, amateur raffiné, acquit entre autres, pour son palais somptueux d'Arkhangelskoïe, près de Moscou, de grands panneaux qu'on trouve à Valence dans la même disposition décorative.

Le rythme varié de l'accrochage évite la monotonie que pourrait engendrer la répétition des motifs. Des personnages, petit peuple aux occupations quotidiennes ou rescapés de la Rome éternelle, dont les fonctions sont à la fois anecdotiques et symboliques, il y en a partout, sans doute pour faire valoir la taille des architectures mais aussi pour affirmer la continuité de la vie.

« RUINE HABITÉE »

Les ruines elles-mêmes, traces puissantes, glorifient le défi tenace du génie humain plus qu'elles n'acceptent la victoire de la végétation sauvage sur la pierre. Autant de sujets de méditation pour une société qui se plut à rêver, avec Hubert Robert, de l'incendie de Rome conçu comme un éclairage de théâtre aussi bien que de la galerie du Louvre projetée dans un avenir de ruines, d'une terrasse effondrée dans le parc de Marly, de palais romains

PARIS

SORTIR

PARIS

Le Malin, de John Huston
Situé dans le Sud profond, dans le milieu des évangélistes, *Le Malin*, réalisé en 1979, est une adaptation admirable du roman de Flannery O'Connor *Wise Blood* et inaugure la dernière partie de la carrière de John Huston, qui culminera avec *Gens de Dublin* (1987). Dans *Le Malin*, la quête hustonienne se révèle plus absurde que métaphysique, et se concentre sur un objectif encore plus imaginaire que l'était *Le Faucon maltais*. Hazel Motes, interprété par un Brad Dourif étonnant dont le visage torturé apparaît dans plusieurs films américains des années 70, de *Vol au-dessus d'un nid de coucou* à *La Porte du paradis*, est le personnage principal de cette tragi-comédie. Il se découvre une âme mystique et possède un talent inné pour l'autodestruction. Désireux de se libérer des croyances et des superstitions qui l'ont traumatisé enfant, Motes bâtit une croyance encore plus loufoque (« *L'Église de Jésus-Christ sans le Christ* » reste son mot d'ordre) qui l'enferme davantage dans la folie, et

aboutit à l'une des descriptions les plus effrayantes qui aient été faites des milieux évangélistes américains.

Reffet Médicis III, 3, rue Champollion, Paris 5^e. M^e Cluny. Tél. : 01-43-54-42-34.

Musiques du Cœur au Marais
Madame de Sévigné, dont l'hôtel particulier était tout proche, fut l'une des premières fidèles de la chapelle de l'Immaculée Conception. Le 20 janvier 1793, on vint y chercher les ornements de la messe qui précéda l'exécution de Louis XVI. En 1990, l'archevêque de Paris a attribué cette chapelle à la communauté arménienne catholique et elle est aujourd'hui connue sous le nom de Sainte-Croix des Arméniens. C'est là que chaque jour de jeunes artistes vont donner des concerts et des récitals au programme desquels on relève les noms de Beethoven, Chopin, Debussy, Pergolèse, Mozart, Carulli, Fauré, Janéquin, etc. L'endroit, bien qu'un peu décrépit, est délicieux, les artistes sont jeunes, le prix des places est doux... *Cathédrale Sainte-Croix des Arméniens, 6 ter, rue Charlot, Paris 3^e. M^e Saint-Paul. Jusqu'au 29 août, à 20 h 30 ; les dimanches, à 17 heures et 20 h 30. Tél. : 06-10-16-24-02. De 50 F à 70 F.*

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Du rififi chez les hommes
de Jules Dassin, avec Jean Servais, Carl Möhner, Robert Manuel. Français, 1954, noir et blanc (1 h 56). Reffet Médicis, salle Louis-Jouvet, Paris-5^e (01-43-54-42-34).

L'Homme au masque de cire
de André De Toth, avec Vincent Price, Frank Lovejoy, Phyllis Kirk. Américain, 1953 (1 h 28).

Action Christine, Paris-6^e (01-43-29-11-30).

L'Idiot
de Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori. Japonais, 1951, noir et blanc, copie neuve (2 h 45).

Studio des Ursulines, Paris-5^e (01-43-26-19-09).

La Ligne rouge
de Terrence Malick, avec Sean Penn, Adrien Brody, Jim Caviezel. Américain, 1998 (2 h 50). Racine Odéon, Paris-6^e (01-43-26-19-68) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85).

Le Malin
de John Huston, avec Brad Dourif, Ned Beatty, Harry Dean Stanton. Américain, 1979 (1 h 50). Reffet Médicis III, Paris-5^e (01-43-54-42-34).

To Be Or Not To Be
de Ernst Lubitsch, avec Carole Lombard, Jack Benny, Robert Stack. Américain, 1942, noir et blanc (1 h 40). Reffet Médicis, salle Louis-Jouvet, Paris-5^e (01-43-54-42-34).

FESTIVALS CINÉMA

Cinéma en plein air
Hiroshima mon amour (Alain Resnais, 1958) : le 18, à 22 h. *Moby Dick* (John Huston, 1956) : le 19, à 22 h. *Prairie du triangle du Parc de la Villette, Paris 19^e* : M^e Porte de Pantin. Tél. : 01-40-03-76-92. Location transport : 40 F.

Cinquante ans de cinéma brésilien
Castro Alves (Silvio Tendler, 1998) : le 18, à 15 h 15 ; *Central do Brazil* (Walter Salles, 1998) : le 18, à 17 h 30 ; *Le Baiser de la femme araignée* (Hector Babenco, 1984) : le 18, à 19 h 45 ; *Le Bal parfumé* (Paulo Caldas et Lino Ferreira, 1997) : le 18, à 22 h.

Les Trois Luxembourg, 67, rue Monsieur-le-Prince, Paris-6^e : M^e Odéon. Tél. : 01-46-33-97-77.

Carl Theodor Dreyer
Pages arrachées du livre de Satan (1920) : le 18, à 18 h 15 ; *Jour de colère* (1943) : le 18, à 20 h 30, le 19, à 18 h 15 ; *Ordet* (1955) : le 19, à 13 h 45.

Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris-5^e : M^e Saint-Michel. Tél. : 01-44-07-20-49.

Milos Forman, la nouvelle vague tchèque
L'As de pique (1964) : le 18, à 16 h, 18 h, le 19, à 16 h, 18 h ; *Les Amours d'une blonde* (1965) : le 19, à 16 h, 18 h.

Les Trois Luxembourg, 67, rue Monsieur-le-Prince, Paris-6^e : M^e Odéon. Tél. : 01-46-33-97-77.

Fritz Lang
Cape et poignard (Fritz Lang, 1946) : le 18, à 18 h, 20 h, 22 h ; *Désirs humains* (Fritz Lang, 1954) : le 19, à 18 h, 20 h, 22 h.

Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris-5^e : M^e Cardinal-Lemoine. Tél. : 01-43-29-44-40.

Kenji Mizoguchi (les années 50)
Les Contes de la lune vague après la pluie (1953) : le 18, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *Les Musiciens de Gion* (1953) : le 19, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

Saint-André-des-Arts, Paris-6^e : M^e Saint-André-des-Arts, Paris-6^e. M^e Saint-Michel. Tél. : 01-43-26-48-18.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Et Vian ! En avant la zigue !
d'Agathe Mélinand et Laurent Pelly, mise en scène de Laurent Pelly, sur des textes et des chansons de Boris Vian. *Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e* : M^e Porte-de-Pantin. *Du mardi au samedi, à 19 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. De 70 F à 140 F. Jusqu'au 3 octobre.*

Chiencru
de la Compagnie Cahin-Caha, mise en scène de Gulko. *Espace chapiteau du Parc de la Villette, Paris-19^e* : M^e Porte-de-la-Villette. *Du mercredi au samedi, à 20 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 90 F et 110 F. Jusqu'au 4 septembre.*

Pierrick Pedron Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er} : M^e Châtelet. *Les 18 et 19, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*

DERNIERS JOURS

22 août :
Eugène Janssen (1862-1915)
Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, Paris-7^e : M^e Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. *De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. 40 F.*

Porcherie
de Pier Paolo Pasolini, mise en scène de Stanislas Nordey. *Théâtre Gérard-Philippe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M^e Saint-Denis Basilique. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.*

29 août :
Georges Malkine
Pavillon des Arts, Les Halles, porte Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris-1^{er} : M^e Châtelet-Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et fêtes. 30 F.

numéro spécial rentrée littéraire

Inrockuptibles

HUBERT SELBY Jr.

rencontre avec un grand écrivain américain

CD + SUPPLÉMENT UNE RENTRÉE LITTÉRAIRE À LIRE ET À ÉCOUTER
EXTRAITS DES 17 MEILLEURS ROMANS EN AVANT-PRÉMIÈRE

en kiosque, 20 F
http://www.inrockuptibles.com

Jean-Jacques Lerrant

« Vache folle » : l'Amérique du Nord craint une transmission par voie sanguine

LES AUTORITÉS sanitaires des Etats-Unis et du Canada ont décidé, mardi 17 août, d'exclure du don de sang toutes les personnes ayant vécu ou séjourné à plusieurs reprises en Grande-Bretagne entre 1980 et 1996. Cette mesure préventive se fonde sur l'hypothèse que l'agent infectieux responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle ») peut se transmettre par voie sanguine.

« *Des experts de la santé sont d'avis que les donneurs de sang qui ont séjourné dans des pays où l'on a détecté l'encéphalopathie spongiforme bovine risquent en théorie de transmettre une variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, l'équivalent humain de la maladie dite de la « vache folle »*», a expliqué le ministre canadien de la santé. Ce dernier a demandé à la Société canadienne du sang – chargée de collecter et de distribuer les produits sanguins – de faire en œuvre que cette mesure soit mise en œuvre dès le 30 septembre prochain. La Food and Drug Administration américaine a décidé une restriction similaire pour les personnes ayant séjourné, au total, six mois ou plus au Royaume-Uni entre 1980 et 1996. Dans les deux pays, les responsables des centres de transfusion sanguine s'inquiètent d'ores et déjà des conséquences de cette mesure sur les collectes et les stocks de produits sanguins. Les premières estimations chiffrent à environ 3 % la diminution des volumes de collectes de sang, et l'on craint, aux Etats-Unis, d'être, l'an prochain, en situation de pénurie. « *Les donneurs que nous perdrons en raison de cette recommandation seront difficiles à remplacer*», a déclaré Jim MacPherson, directeur des America's Blood Centers, qui collectent environ la moitié des dons de sang aux Etats-Unis.

LONGUE INCUBATION

D'un point de vue scientifique, la question de la contamination inter-humaine, par voie sanguine, du prion pathologique, cet agent transmissible non conventionnel responsable de l'ESB et de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), demeure controversée. La très longue période d'incubation de ces maladies neurodégénératives et les inconnues quant à leur physiopathologie placent les autorités sanitaires dans le plus grand embarras pour définir la meilleure politique de prévention.

En France quelques mesures préventives avaient été prises à partir de 1992 après la révélation, par voie de presse, de l'affaire de l'hormone de croissance contaminée par l'agent de la MCJ. En dépit des craintes, publiquement exprimées, de certains spécialistes hospitaliers (*Le Monde* du 1^{er} avril 1997), les autorités sanitaires françaises se sont jusqu'à présent toujours refusées à élargir le champ des mesures préventives vis-à-vis de ce risque théorique.

Jean-Yves Nau

M. Léotard demande un non-lieu dans l'affaire du financement de l'ex-PR

MIS EN EXAMEN pour « blanchiment d'argent » et « infraction à la législation sur le financement des partis politiques », François Léotard a sollicité, mardi 10 août, un non-lieu dans l'enquête sur le prêt accordé en 1996 à l'ex-Parti républicain par une coopérative financière italienne, le Fondo sociale di cooperazione europea (FSCE). Dans un courrier adressé aux juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les défenseurs de l'ancien ministre, Georges Jourde et Jean Veil, se réfèrent aux récentes réquisitions du parquet, qui s'opposent à la mise en examen de Démocratie libérale (DL) en tant que personne morale et de son trésorier, le député européen – et ex-magistrat – Thierry Jean-Pierre (*Le Monde* du 10 août).

Les avocats de M. Léotard soutiennent que, en affirmant l'inexistence d'« indices graves et concordants laissant présumer la

La Poste et Bull ont pris du retard pour dépouiller le recensement

Cette opération s'est révélée plus complexe qu'attendu

L'INSEE pensait gagner du temps et économiser de l'argent en confiant à des spécialistes le traitement informatique des données qualitatives (âge, sexe, profession...) contenues dans le dernier recensement. Las ! le consortium choisi en septembre 1998, – La Poste (en tant que maître d'œuvre) et Bull (en tant que responsable de l'intégration des solutions logiciels et matériels) – a pris trois mois de retard dans la conduite de ce contrat.

Ces problèmes n'affectent en rien le dénombrement de la population française. Cette partie, qui ne nécessite qu'un simple comptage, a été effectuée par l'Insee lui-même, et les premiers résultats provisoires ont été publiés au début du mois de juillet (*Le Monde* du 7 juillet). Mais, pour le traitement qualitatif du recensement, la tâche est d'une ampleur considérable – il faut dépouiller 90 millions de questionnaires (60 millions portant sur les individus et 30 millions sur les logements) – et d'une grande complexité technologique : il faut scanner les questionnaires-papier pour les transformer en images numériques entièrement sécurisées.

UN LOGICIEL DE VINGT ANS

Pour emporter ce contrat de 180 millions de francs, La Poste a fait valoir qu'elle maîtrisait parfaitement la technologie de la lecture optique des écrits manuscrits. Elle utilise quotidiennement un logiciel baptisé « Docu Poste » pour traiter le courrier en lisant les adresses sur les enveloppes. Ce logiciel, développé il y a vingt ans, n'a cessé d'être perfectionné. Le deuxième partenaire du consortium, Bull, a été choisi pour assurer l'intégration et la cohésion de toutes les solutions logiciels et matériels et pour fournir des moyens informatiques sous forme de serveurs.

Avec deux mois de retard sur le planning initial, « *le traitement informatique devrait finalement entrer en phase de démarrage au début de la semaine prochaine. Il n'attend plus que la validation, par l'Insee, d'un premier échantillon composé de 30 000 questionnaires, envoyé le*

TROIS QUESTIONS À...

BERNARD BONNETON

1 Bernard Bonneton, vous êtes directeur du courrier à La Poste, pouvez-vous expliquer l'origine des problèmes de traitement des données du recensement ?

Ce contrat ne posait pas de difficulté technologique majeure. La Poste maîtrise parfaitement, et depuis longtemps, la technologie de lecture optique des écritures manuscrites, utilisée chaque jour pour le tri automatique du courrier. Quant à Bull, il a une grande expérience de l'intégration de systèmes informatiques. En revanche, la difficulté relève de la dimension du problème : 90 millions de questionnaires à traiter en toute sécurité et avec une très grande confidentialité.

participation de M. Jean-Pierre et/ou de Démocratie libérale » à des faits pénalement répréhensibles, le procureur aurait, de facto, innocenté leurs prédécesseurs du PR, au premier rang desquels figure l'ancien maire de Fréjus. « *Démocratie libérale et le PR forment une seule et même entité juridique*», écrivent-ils, rappelant que « *seul le nom [du parti] a changé*» après qu'Alain Madelin fut désigné à la tête du mouvement, en juillet 1997. « *L'unicité de la personne morale subsiste, nonobstant la modification de son nom et le changement de ses dirigeants.*»

Dès lors qu'« *il n'a jamais été contesté que l'infraction alléguée aurait été commise par M. Léotard en sa seule qualité de président du PR (aujourd'hui DL) et pour le compte de ce parti, puisque les fonds prétendument blanchis ont servi à acquérir son siège social*», M^e Jourde et Veil sou-

13 août», précise Thierry Siouffi, directeur des marchés « administration » chez Bull, et responsable commercial du contrat Insee.

Pourquoi le projet a-t-il pris autant de retard ? Entre les mois de décembre 1998 et de mai 1999, le consortium s'est employé à analyser les données du problème, à chercher des solutions et à planifier toute l'organisation. Le cahier des charges est relativement simple : l'Insee demande la lecture optique des questionnaires, leur traitement informatique et leur restitution sous forme de support informatique directement exploitable. Le tout avant le

chaîne de traitement avant de lancer toute l'opération. Car, une fois engagée, l'opération ne peut plus être arrêtée. Les machines doivent tourner en continu pour alimenter toute une chaîne logistique», précise Thierry Siouffi. Pendant ce temps, les 90 millions de questionnaires sont toujours stockés dans les directions régionales de l'Insee.

Les moyens informatiques ont donc été considérablement augmentés sur le site principal de Longjumeau (Essonne) et celui, secondaire, de Mayenne (Mayenne). Le consortium La Poste-Bull a même réservé un troisième site à Longjumeau pour

La difficulté de la lecture optique

La lecture optique d'un document nécessite une double opération. Il est d'abord numérisé par un scanner, c'est-à-dire balayé par un système optique qui le décompose en une mosaïque de points, codés avec des 0 et des 1. Cette image informatique doit ensuite être traitée par un logiciel de reconnaissance des caractères, associant un ensemble de points à une lettre. Ce travail ne pose pas de difficultés, dans le cas d'un document imprimé (fonds bibliothécaires ou documentaires par exemple), dont les caractères sont aisément identifiables.

Il est beaucoup plus complexe quand il s'agit d'une écriture manuscrite. Les centres de tri postal utilisent, depuis longtemps, un système de lecture optique, couplé à un fichier des communes françaises, pour traiter environ 30 millions de lettres par jour. Pour le dépouillement des 90 millions de questionnaires du recensement, plusieurs logiciels doivent traiter les informations manuscrites (cases cochées, chiffres ou lettres) et transformer automatiquement les libellés en codes informatiques, afin de constituer des bases de données.

31 décembre 1999. L'Insee n'a que faire des technologies et des moyens utilisés, qui sont de l'entière responsabilité du consortium.

En juin 1999, durant la phase de test de la chaîne informatique et logistique, La Poste et Bull se sont aperçus que le traitement de certains questionnaires mal remplis pouvait ralentir considérablement la bonne marche de l'ensemble et nécessitait des moyens informatiques plus importants. Difficile dans ces conditions de respecter le plan de charge, qui prévoit le traitement de 500 000 questionnaires par jour. Du coup, le consortium a préféré retarder la mise en production pour renforcer tout le système. « *Il valait mieux sécuriser l'ensemble de la*

s'assurer une plus grande marge de manœuvre. Commencé, en principe, la troisième semaine du mois d'août, le traitement informatique du recensement devrait progressivement monter en puissance pendant quatre semaines (au rythme de 200 000 à 250 000 questionnaires par jour). Il n'atteindra son plein régime (500 000 questionnaires par jour) qu'à la fin du mois de septembre. Durant tout ce temps, les résultats seront envoyés au fil de l'eau à l'Insee, qui sera donc en mesure de publier, à la fin du mois de décembre, les données qualitatives tant attendues par les sociologues et les publicitaires.

E. R.

La Poste s'applique à démontrer qu'elle peut utiliser la technologie de pointe qu'elle a développée pour son cœur de métier – le traitement du courrier – à d'autres secteurs d'activité, afin d'améliorer l'image parfois surannée de La Poste auprès du grand public. La réussite de ce projet sur le recensement nous tient donc particulièrement à cœur.

Je souligne, toutefois, que le retard pris ne perturbe en rien l'information du grand public, l'Insee a déjà publié normalement les premiers résultats du recensement. Seuls les agents que nous avions embauchés sur ce projet ont eu à souffrir d'une période de sous-utilisation.

Propos recueillis par Enguérand Renault

Guerre des banques : les autorités de contrôle confrontées à un dilemme

LA BATAILLE des banques entre la BNP, partisane d'un mariage à trois avec la Société générale et Paribas (SBP), et la Société générale farouchement opposée à ce projet, est plus que jamais arbitrée par les pouvoirs publics. Le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Cecei), au terme de plus de 4 heures de réunion, mardi 17 août, « *a pris connaissance des résultats provisoires des offres publiques d'échange initiées par la BNP et par la Société générale et a procédé à un premier examen de la situation découlant de ces résultats*», a-t-il indiqué dans un communiqué sibyllin. Le garant du bon fonctionnement du système bancaire « *se réunira à nouveau, pour prendre ses décisions, dans le courant de la semaine prochaine*». Il devra décider d'autoriser, ou non, la BNP, à conserver une participation minoritaire (36,8 % du capital et 31,5 % des droits de vote) dans la Société générale (SG).

Les résultats définitifs devraient être publiés au plus tard le 24 août, selon le règlement du Conseil des marchés financiers (CMF), mais ils ne peuvent être publiés sans décision préalable du Cecei. La date de la prochaine réunion n'est pas encore fixée, affirme-t-on du côté du Comité. Mais on peut penser que l'autorité tranchera en tout début de semaine prochaine.

D'ici là, le Cecei invite les parties à se mettre autour de la table afin de trouver « *une solution concertée*». Des rendez-vous étaient prévus dès mercredi 18 août entre Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, qui préside le Cecei, Daniel Bouton, président de la Société générale, et Michel Pébereau, président de la BNP. Les points de vue semblent toujours difficilement conciliables, comme en témoigne le conseil d'administration de la Société générale qui s'est tenu mardi matin. Les administrateurs ont renouvelé leur soutien à M. Bouton. A l'exception de Claude Bébéar, président de l'Assureur Axa, ardent défenseur du projet de mariage à trois de la BNP.

« *Le conseil considère qu'une participation minoritaire hostile au sein de la Société générale de l'un de ses prin-*

cipaux concurrents français, sans céder en Europe, serait très préjudiciable aux intérêts de l'ensemble des autres actionnaires de la Société générale et au bon fonctionnement du système bancaire français». Ce communiqué est un message directement adressé aux pouvoirs publics. Quant à M. Pébereau, fort de son succès sur Paribas, il soulignait (*Le Monde* du 18 août) que « *le marché s'est prononcé, nous demandons simplement qu'on nous laisse lever ces titres*». Ce n'est pas aussi simple, relève-t-on du côté du Cecei, qui a toujours indiqué qu'il donnerait son aval à une « *solution claire et concertée*». Mais la pression des pouvoirs publics en faveur d'un mariage à trois est forte, avec pour principal souci de ne pas voir une banque française tomber dans les bras d'un établissement étranger.

Si, dans les prochains jours, aucun consensus nouveau n'apparaît entre la BNP et SG, le Cecei devra faire face à un choix complexe. Il peut autoriser la BNP à conserver sa participation dans la Société générale pour mener à bien son projet à trois. Une telle solution devrait intégrer « *la complémentarité des activités et la préservation de l'emploi dans un nouveau projet industriel*», rappellent les syndicats CFDT, la CGT et FO du secteur bancaire. Mais en forçant la main à la Générale, le Cecei prend le risque d'une guerre interminable entre les deux camps. Le conseil de SG reste massivement derrière Daniel Bouton. Dans la coulisse, la BNP mène des discussions actives pour convaincre les actionnaires de SG de se rallier à son projet. Vivendi, qui n'a pas pu apporter ses titres (0,3 % de SG) à l'offre, vient dans un communiqué d'indiquer son soutien à SBP. En face, les dirigeants de SG ne manqueraient pas de chercher de nouveaux alliés.

Autre hypothèse, aujourd'hui moins probable, face au blocage le Cecei interdit à la BNP de lever les titres Société Générale. Le risque serait alors de voir la Société Générale se marier rapidement avec un établissement étranger.

Pascale Santi

Détournements massifs de fonds internationaux en Bosnie

WASHINGTON. Des dirigeants croates, serbes et musulmans en Bosnie ont détourné jusqu'à 1 milliard de dollars de fonds publics et internationaux, a affirmé, mardi 17 août, le *New York Times*. Un rapport émanant d'un service anti-fraude américain estime que la corruption est si importante que les ambassades et les organisations humanitaires hésitent à publier les chiffres de crainte de faire fuir les donateurs internationaux. Depuis la fin de la guerre (1991-1995), la Bosnie a reçu une aide financière de 5,1 milliards de dollars de la part de la communauté internationale. Le département d'Etat a cherché à minimiser ces informations, indiquant qu'il n'y avait pas eu d'argent « *gaspillé ou détourné*», mais a reconnu que 19 prêts sur les 425 accordés à des entreprises semblaient avoir « *mal tourné*». – (*AFP*)

Les éditions Mille et Une Nuits chez Fayard

PIONNIÈRES en France du livre à 10 francs, les éditions Mille et Une Nuits, créées en 1993 en s'inspirant de l'exemple italien des « *millelire*», devient un département de la librairie Arthème Fayard, dirigée par Claude Durand, et s'ajoutent aux autres unités de création éditoriale que sont les éditions Pauvert, Mazarine, Le Sarment et Le Pommier. Fondateur avec la graphiste Nata Rampazzo des Mille et Une Nuits, Maurizio Medico se félicite de cette « *étape du développement*» et chez Fayard, on se réjouit « *du précieux concours*» d'une « *équipe d'innovateurs*» qui a vendu 8 millions d'exemplaires de ces textes courts, présentés sous une jaquette attractive.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : le champion de Belgique, Ludo Dierckxens, a été suspendu pour 6 mois à compter du mardi 17 août par la Ligue vélocipédique belge et condamné à une amende de 2 000 francs suisses (1 250 €). Après sa victoire d'étape du Tour de France, le 15 juillet, il avait reconnu la prise d'un médicament à base de corticoïdes.**

■ **FOOTBALL : Lille a pris la tête du championnat de France de division 2 à l'issue de la 4^e journée disputée mardi 17 août.** Les Nordistes ont dominé l'AC Ajaccio (4-2) alors que le précédent leader, Lorient, a été tenu en échec par Toulouse (1-1). Nice s'est incliné (1-4) à Amiens. Cannes est 2^e du classement après sa victoire (2-1) sur Niort.

■ **L'équipe de France espoirs a été battue (1-3) à Belfast, mardi 18 août, par l'Irlande du Nord espoirs lors d'un match amical.**

■ **RPR : Jean-Paul Delevoye, sénateur (RPR) du Pas-de-Calais et président de l'Association des maires de France, a déclaré, mercredi 18 août sur RTL, que « le RPR a probablement commis une erreur, c'est de quitter le chemin des valeurs qui faisaient sa force et le chemin du peuple », et qu'il doit être « un mouvement social, un mouvement de rassemblement ». Sans répondre directement à la question de son éventuelle candidature à la présidence du parti, M. Delevoye a déclaré que le futur président « *ne doit pas conduire une ambition personnelle, mais une ambition de projet*» et avoir une « *capacité de rassemblement*».**

Hervé Gattegno